

43<sup>ème</sup> anniversaire de l'invasion marocaineNi reddition ni capitulation,  
réitère la Présidence sahraouie

Page 5

Les **DEBATS**

Votre quotidien national

Les factures impayées estimées à 9 milliards de dinars

L'ADE croule sous le  
poids des créances

Le montant des factures impayées par les abonnés de l'Algérienne des eaux (ADE) est estimé à 9 milliards de dinars. Un état de fait qui affecte la santé financière de la société et son bon fonctionnement.

Page 2



Salon international du livre d'Alger

L'Histoire contemporaine de  
l'Algérie, le filon inépuisable

**D**es fictions profondément ancrées dans la société ou l'histoire contemporaine algérienne, des introspections et des nouveaux départs comptent parmi les thèmes de prédilection des auteurs annoncés pour le Sila 2018. Cette édition se distingue également par les publications de journalistes, lancés dans l'écriture romanesque.

Dans son roman, *Le naufrage de la lune* (Barzakh), la romancière Amira-Géhanne Khalfallah fait revivre à son lecteur un épisode important et oublié de l'histoire de Jijel attaquée par la marine du royaume de France en 1664 alors que la ville échappait à la domination ottomane : une première expérience de l'auteure qui plonge le lecteur dans la régence d'Alger et les salons de Versailles (siège du pouvoir français de l'époque), tout en exhumant un épisode méconnu de l'histoire.

Des auteurs, à l'image du journaliste Mustapha Benfodil, proposent une forme d'introspection, dans *Body Writing* (Ed. Barzakh), à travers le journal intime de Karim Fatimi disparu tragiquement en 2014. Avec ce récit qui se transforme en une radiographie extravagante de l'Algérie, l'auteur signe son retour 11 ans après son dernier roman *Zarta*.

Dans *Nulle autre voix* (Barzakh), la romancière Maïssa Bey dresse le portrait de l'anti-héroïne par excellence à travers des échanges entre une écrivaine, à la fois curieuse et effacée, et une criminelle fraîchement sortie de prison après 15 ans de détention.

A travers son dernier roman *Khallil* (Casbah), le romancier à succès, Yasmina Khadra, plonge, lui aussi, son lecteur dans l'univers d'un des terroristes, auteurs des attentats de 2015 au stade de France à Paris.

Page 4

Lutte contre la criminalité

Arrestation de  
14 orpailleurs  
au sud du pays

Page 24





Les factures impayées estimées à 9 milliards de dinars

# L'ADE croule sous le poids des créances

Le montant des factures impayées par les abonnés de l'Algérienne des eaux (ADE) est estimé à 9 milliards de dinars. Un état de fait qui affecte la santé financière de la société et son bon fonctionnement.



Par Karima Nacer

Le recouvrement des créances est un problème épineux auquel est confrontée l'ADE. Ses impayés auprès des entreprises et des organismes publics et des ménages, cumulés sont très importants et leur recouvrement est vital pour le bon fonctionnement de cette entreprise publique. Selon son directeur général, Ismaïl Amrouche, l'Algérienne des eaux (ADE) devra recouvrer 9 milliards de DA de créances auprès des communes au niveau national avant la fin de l'année en cours.

Dans une déclaration à la presse en marge de l'inauguration du siège de l'unité ADE de Mascara à l'occasion de la célébration du 64<sup>ème</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale, le

même responsable a souligné que grâce à l'instruction du Premier ministre aux contrôleurs financiers des communes pour régulariser les créances et à la coopération des ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire et celui des Ressources en eau, il est attendu le recouvrement de cette somme importante des communes avant la fin de l'année en cours. La plus grande partie de ce montant, estimée est détenue par des abonnés publics, le reste par les ménages. Cette situation affecte la santé financière et le bon fonctionnement de cette société dont essentiellement les opérations d'équipement et de maintenance (remplacement des pompes, réparation des fuites...).

A cet effet, l'ADE a lancé des dispositions de recouvrement de

ses créances estimées à 50 milliards de DA dont 28 à 30 milliards de DA recouvrables, indique M. Amrouche. Le même responsable signale que des unités ADE réparties à travers les wilayas se sont lancées dans l'opération, réalisant de bons résultats estimés à 110% des objectifs.

Outre les mises en demeure adressées aux débiteurs, une campagne de sensibilisation a été lancée, tandis que les recours en justice peuvent intervenir en dernière étape et ce, particulièrement pour les grands créanciers. Pour le cas des communes «mauvais payeurs», M. Amrouche explique que certaines d'entre-elles justifient le non-paiement par des difficultés financières.

Par ailleurs, Ismaïl Amrouche précise que l'ADE s'attelle au règlement du problème de

manque d'eau grâce aux mégaprojets réalisés par l'Etat dans toutes les wilayas. L'autre point qui attire l'attention, c'est celui des fuites d'eau qui atteignent des sommets insoupçonnés, estimées actuellement à 30% du volume mobilisé. Cette situation est préjudiciable à la société, car elle représente un manque à gagner très important.

Les canalisations vétustes et la nouvelle pression seraient à l'origine de ce phénomène. Le directeur général de l'ADE fait savoir, dans ce sens, que les déperditions (30%) sont dues aux fuites (50%) et aux raccordements anarchiques (50%).

L'ADE œuvre à mettre fin à ces deux phénomènes en mobilisant toutes ses capacités humaines et matérielles, a-t-il déclaré.

K.N.

En raison de l'arrêt total de l'usine de dessalement

## Perturbations d'eau à Alger

Des perturbations dans l'alimentation en eau potable sont prévues au niveau de l'est et du centre d'Alger, du 4 au 8 novembre 2018, en raison de l'arrêt total de l'usine de dessalement d'El Hamma, pour maintenance périodique, a indiqué hier la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (Seaal) dans un communiqué. «La société Hamma water desalination (HWD), chargée de l'exploitation de la station de dessalement du Hamma, a programmé un arrêt total de l'usine pour ses travaux de maintenance annuels à partir de dimanche 4 novembre à 00h00 au jeudi 8 novembre 2018 à 9h00», a précisé la même source. Cet arrêt engendrera un déficit en production générant quelques perturbations en eau potable au niveau de l'est et du centre de la capitale, a noté le communiqué, soulignant que des dispositions seront prises par la Seaal sur le terrain pour compenser une partie de la production et réduire l'impact sur la population. A cet effet, la Seaal mettra en place un dispositif de citernage, afin d'alimenter en priorité les établissements publics et hospitaliers pour réduire les désagréments, et alimenter également la population «dans les limites de ses possibilités». La Seaal a rassuré également qu'elle mettra «tout en oeuvre pour rétablir au plus vite la situation et assurer de nouveau la continuité de service». En attendant, elle met à la disposition des clients le numéro de son centre d'appel téléphonique, le 15.94 fonctionnel 24h24, 7j/7.

R. A.

Objectifs de développement durable

## L'ONU salue les efforts de l'Algérie

La directrice du Bureau Afrique du Nord de la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (CEA), Lilia Hachem Naâs, a salué les efforts consentis par l'Algérie pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD).

«Beaucoup de travail et d'efforts sont déployés par l'Algérie pour parvenir à atteindre les ODD qui sont au nombre de 17», a déclaré Mme Naâs à l'APS en marge de la 33<sup>ème</sup> réunion du Comité intergouvernemental d'Experts (CIE), qui relève de la CEA, organisée du 30 octobre au 2 novembre à Tunis et portant sur le système des statistiques dans les pays de l'Afrique du Nord.

Mme Naâs a également relevé les efforts de l'Algérie pour la modernisation de son système national de statistiques et de données relatives au processus de l'accomplissement des ODD.

Concernant le chemin parcouru jusqu'à maintenant par les pays d'Afrique du Nord pour atteindre les ODD, cette responsable onusienne

considère que l'évolution diffère d'un pays à un autre et que cela dépend des capacités de chacun d'eux.

«Nous constatons un progrès dans ce domaine, mais il est très lent et très limité», estime-t-elle.

Pour elle, l'accélération du rythme de concrétisation des ODD en Afrique du Nord et dans le reste du continent nécessite une réelle implication de l'ensemble des acteurs, dont le secteur privé et la société civile, et pas seulement du gouvernement.

A ce propos, elle affirme que les études réalisées par la CEA montrent que le secteur privé et la société civile à travers laquelle la frange des jeunes peut être sensibilisée sur l'importance du développement durable, «ne sont pas associés de façon conséquente».

Pour rappel, les ODD sont les 17 objectifs établis par les Etats membres de l'ONU à réaliser à l'horizon 2030 et qui remplacent les huit objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) qui

se sont terminés en 2015.

L'Agenda des ODD, adopté par l'ONU en 2015, vise à éradiquer la pauvreté tout en protégeant la planète à travers la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique.

Par ailleurs, questionnée sur les échanges commerciaux entre les pays africains, Mme Naâs indique que le taux de ces échanges ne dépasse pas les 16% au niveau continental et 5% dans le Nord de l'Afrique.

Les échanges commerciaux entre les pays d'Afrique du Nord et le reste du continent ne représentent que 2%, a-t-elle déploré, estimant que l'Afrique est la zone la moins intégrée dans le monde.

Cette situation est due à plusieurs facteurs dont des obstacles techniques, des normes et standards ainsi que le manque d'infrastructures, notamment dans la région subsaharienne, selon elle.

«C'est l'ensemble de la coopération économique afro-africaine

qui est à revoir pour tenter de la booster», soutient-elle.

Initiée par le Bureau de la CEA de l'ONU en Afrique du Nord, cette réunion représente une occasion pour les experts et représentants des pays nord-africains d'échanger sur les besoins de la région en matière de production de statistiques de qualité, les protocoles régissant la production de données et leur analyse dans cette sous-région du continent africain. Cette rencontre se tient avec la participation de représentants de haut niveau des gouvernements et des institutions nationales des statistiques des pays concernés (Algérie, Tunisie, Maroc, Mauritanie, Libye, Egypte, Soudan). Les recommandations issues de cette réunion seront soumises à la Conférence des ministres africains des Finances, de la Planification et du Développement économique de la CEA dans la perspective de leur mise en oeuvre.

La Commission économique

pour l'Afrique est l'une des cinq commissions régionales du Conseil économique et social de l'ONU (Ecosoc).

Son Bureau en Afrique du Nord a pour mission de soutenir le développement des sept pays de la sous-région en les aidant à formuler et à mettre en oeuvre les politiques et les programmes susceptibles de contribuer à leur transformation économique et sociale, en se basant en particulier sur deux thématiques principales: l'intégration régionale en Afrique du Nord et les problématiques liées aux compétences, à l'emploi et au développement équitable dans la région.

Le CIE est un organe statutaire du Bureau de la CEA en Afrique du Nord, composé de représentants des pays membres. Il se réunit annuellement pour évaluer le contexte économique et social de la région et statuer sur les orientations stratégiques de la CEA en Afrique du Nord.

Reda A.



Algérie-France

# Des négociations autour de quatre dossiers de l'époque coloniale

Plusieurs dossiers concernant l'époque coloniale continuent de «freiner» les relations entre l'Algérie et la France. Mais ces derniers semblent être en bonne voie à en croire le ministre des Moudjahidines, Tayeb Zitouni.



Par S. A. Mohamed

**D'**ailleurs, le ministre a annoncé, mercredi à Alger, l'entame de négociations entre les deux parties algérienne et française autour de quatre dossiers ayant trait à l'histoire de l'Algérie à l'époque coloniale. Il s'agit de dossiers relatifs aux archives, à la récupération des crânes de martyrs et des disparus ainsi qu'aux indemnisations relatives aux essais nucléaires dans le Sud algérien. Dans une déclaration à la presse à l'occasion de l'inauguration de plusieurs structures relevant de maisons de jeunes à Aïn Benian, Ouled Fayet, et nombre de structures sportives situées à El Harrach, à Heraoua

et Aïn Taya, M. Zitouni a indiqué que «quatre dossiers datant de l'époque coloniale font actuellement l'objet de négociations entre l'Algérie et la France par des commissions conjointes», précisant que le dossier relatif aux archives fait exception, car connaissant un certain retard en raison de l'installation d'un nouveau directeur général des archives françaises». Les négociations autour de ce dossier reprendront prochainement, a-t-il ajouté. Le premier responsable du secteur a affirmé, par ailleurs, que les négociations engagées par des commissions de spécialistes en charge des quatre dossiers, revêtaient un caractère «sensible» et requerraient beaucoup de «persévérance et de sérieux», précisant que la France «détient 475 km

d'archives relatives à l'Algérie selon les déclarations de l'ancien ministre français chargé des Anciens combattants et de la Mémoire, Jean-Marc Todeschini», a-t-il soutenu. Les archives nationales sont réparties sur plusieurs ministères en France, à l'instar des ministères de la Défense, de la Justice, des Anciens combattants et de l'Intérieur, selon les déclarations de M. Todeschini, a rappelé M. Zitouni. Il a ajouté que «l'Algérie dispose de multiples archives, certaines placées au ministère des Moudjahidines, d'autres présentes sur le terrain à l'instar des Lignes Challe et Morice» et des mines antipersonnel implantées, outre les archives récupérées de l'étranger par la diplomatie algérienne et celles

détenues par certains moudjahidine et spécialistes, invitant ces derniers à les restituer au ministère de tutelle ou au Centre national des archives. S'exprimant au sujet des crânes des martyrs, M. Zitouni a indiqué qu'un comité composé d'instances spécialisées a été mis en place, ajoutant que les experts s'étaient déplacés à deux reprises au Musée de l'Homme à Paris pour examiner les modalités et mécanismes de rapatriement de ces crânes. Récemment, faut-il le rappeler, le président français Emmanuel Macron qui veut «tourner» cette page sombre de l'histoire entre les deux pays, a reconnu la responsabilité de l'Etat français dans l'assassinat du militant Maurice Audin.

S.A.M.

Appel pour l'édification d'un front populaire  
L'UGTA et des organisations patronales annoncent leur adhésion

L'Union générale des travailleurs algériens (Ugta) et des organisations patronales, signataires du Pacte économique et social de croissance, ont signé, jeudi à Alger, une motion spéciale de soutien et d'adhésion à l'appel du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, lancé le 20 août dernier à l'occasion de la Journée du moudjahid, pour l'édification d'un «front populaire solide» pour faire face aux défis internes et externes qui se posent à l'Algérie.

Les organisations patronales signataires de la motion sont le Forum des chefs d'entreprises (FCE), la Confédération des industriels et producteurs algériens (Cipa), la Confédération nationale du patronat algérien (Cnpa), la Confédération algérienne du patronat (CAP), l'Union nationale des entrepreneurs publics (Unep), l'Association générale des entrepreneurs algériens (AGEA) et l'Union nationale des investisseurs (UNI).

«Nous soutenons le Président Bouteflika par conviction et notre soutien permettra à l'Algérie de poursuivre son épanouissement et son développement», a déclaré le secrétaire général de l'Ugta, Abdelmadjid Sidi Saïd à l'occasion de la signature de cette motion qui a eu lieu au siège de la Centrale syndicale en marge de la célébration du 64<sup>ème</sup> anniversaire du déclenchement de la Guerre de Libération nationale.

«Nous n'avons pas le droit moral de nier l'apport du chef de l'Etat à l'épanouissement de notre pays», a-t-il affirmé, ajoutant que la signature de cette motion «est un acte de confirmation, d'adhésion et de soutien au Président Bouteflika qui a fait de l'Algérie une nation très forte et respectée», rappelant que «le pays était à deux doigts de la catastrophe dans les années 1990».

R. N.

Bouteflika dans un message à l'occasion du 1<sup>er</sup> Novembre

## Nécessité d'accélérer les réformes économiques

**L**e président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a mis en avant, mercredi, l'impératif d'accélérer les réformes économiques pour se libérer davantage de la dépendance aux hydrocarbures et des fluctuations de leurs cours sur les marchés internationaux.

Dans un message à la nation à l'occasion du 64<sup>ème</sup> anniversaire du déclenchement de la Révolution de Libération nationale, le chef de l'Etat a affirmé que «si l'Algérie a réalisé des avancées, motif de s'enorgueillir, en matière de développement sous toutes ses formes, nous devons, cependant, déployer davantage d'efforts pour la prise en charge du reste des besoins sociaux de notre population et relever le défi de l'accélération des réformes économiques et de la diversification du produit national

pour mieux se libérer de la dépendance aux hydrocarbures et des fluctuations de leurs cours sur les marchés internationaux».

Après avoir rappelé que la glorieuse révolution a été après l'indépendance, «l'amorce d'un vaste processus de construction et d'édification», le Président Bouteflika a souligné que les réalisations de l'Algérie indépendante sont à appréhender par rapport à la situation prévalant le recouvrement de notre liberté, une situation marquée par plus d'un quart de notre peuple déplacé, un encadrement administratif quasi-inexistant, un analphabétisme généralisé, une pauvreté régnante et des richesses naturelles encore sous l'emprise du colonisateur.

L'Algérie était perçue, alors, comme un «Etat réussissant son décollage économique», et un

Etat s'illustrant aussi par son rôle pionnier en matière de soutien aux droits des peuples colonisés et persécutés, et à l'avant-garde du combat mené par les peuples du Sud pour l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial et la valorisation des richesses naturelles des peuples, notamment hydrocarbures, a indiqué le chef de l'Etat.

Il a rappelé, à ce propos, que cet élan a été stoppé en raison des fluctuations de cours du pétrole qui ont paralysé le processus économique du pays, et «à cause d'un laxisme politique», l'Algérie a sombré dans la spirale du chaos, du terrorisme et de la destruction, d'où «les facteurs de la tragédie nationale, dont a souffert notre peuple pendant presque une décennie». Le président de la République est revenu, par

ailleurs, sur les conditions dans lesquelles il a pris les commandes du pays, indiquant «il y a presque 20 ans, vous m'avez honoré de votre confiance, ô combien précieuse, alors que notre pays traversait une conjoncture difficile et que l'environnement international nous avait bannis et imposé un embargo non déclaré». Il a ajouté que «ensemble, et fort de notre foi et puisant dans les références de notre religion et dans les valeurs de la Déclaration de la glorieuse Révolution de Novembre, nous sommes parvenus, Dieu merci, à redresser la situation et à enclencher une phase de reconstruction, en nous attelons à la concrétisation de tant de vos aspirations légitimes».

Parmi les principales réalisations concrétisées durant cette période, le Président a cité la paix

et la Réconciliation nationale permettant à l'Algérie de renouer avec la quiétude et la sécurité, étant des conditions sin qua non pour tout développement, construction ou progrès. Les institutions et structures de l'Etat ont retrouvé leur activité «dans le cadre de la pleine légitimité» périodiquement exprimée à travers les urnes.

A cela s'ajoute, poursuit le chef de l'Etat, la réforme de l'appareil judiciaire et législatif pour l'instauration d'Etat de droit, un processus, sanctionné par une profonde révision de notre Constitution, une révision qui a conforté les droits du citoyen et de la femme en particulier, et consolidé les composantes de l'identité nationale, notamment le tamazight, langue commune à tous les Algériens et Algériennes.

Reda A.



# HISTOIRE

Salon international du livre d'Alger

## L'Histoire contemporaine de l'Algérie, le filon inépuisable

Des fictions profondément ancrées dans la société ou l'histoire contemporaine algérienne, des introspections et des nouveaux départs comptent parmi les thèmes de prédilection des auteurs annoncés pour le Sila 2018. Cette édition se distingue également par les publications de journalistes, lancés dans l'écriture romanesque.



guerre d'Algérie dans le roman français de Rachid Mokhtari, *Récits et témoignages de militants de la fédération du FLN de France* de Karim Younes.

A la faveur du 23<sup>ème</sup> Sila, les éditions Anep proposent également des ouvrages sur l'Histoire comme *La péninsule de Collo* de Kamel Bakiri, *Les irradiés algériens* de Mustafa Khiati, *Dey Hussein, dernier dey d'Alger* de Mohamed Balhi. **Reda A.**

### Bouira 1 000 jeunes participent à la caravane Mémoire et histoire

Mille jeunes ont pris part à la caravane Mémoire et histoire, dont le coup d'envoi a été donné, jeudi à Bouira, par les autorités locales de la wilaya dans le cadre des festivités officielles célébrant le 64<sup>ème</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale.

«Un millier de jeunes participent à cette caravane qui se dirigera vers Alger pour la visite du Musée de l'Armée nationale populaire (ANP) et celui du moudjahid à Riad El-Fath», a expliqué à l'APS, le directeur de l'Office des établissements de jeunes (Odej) de Bouira, Hemmal Houcine, organisateur de l'événement.

Le coup d'envoi de cette caravane a été donné par le premier magistrat de la wilaya, Mustapha Limani, devant le siège de la wilaya de Bouira, dans une ambiance festive et en présence d'un public nombreux.

«Il s'agit d'une activité importante, qui a pour but de faire connaître aux jeunes l'histoire de la Révolution algérienne», a expliqué le responsable.

«La visite du Musée du moudjahid permettra aux jeunes participants de découvrir aussi les sacrifices du peuple algérien, notamment des martyrs et des moudjahidine durant l'époque coloniale», a-t-il ajouté.

Toujours dans le cadre des festivités du 1<sup>er</sup> Novembre, les autorités locales ont procédé à l'inauguration d'une nouvelle Maison de jeunes au niveau du chef-lieu de la wilaya, une structure d'une capacité de 100 lits, baptisée du nom du moudjahid décédé, Ghani Mohammed Achour.

Après avoir donné le coup d'envoi des activités des établissements de jeunes et des associations locales, M. Limani a procédé aussi à l'ouverture d'un Salon local des arts plastiques auquel une trentaine d'artistes prennent part, selon les détails fournis par M. Hemmal. **R. A.**

Dans son roman, *Le naufrage de la lune* (Barzakh), la romancière Amira-Géhanne Khalfallah fait revivre à son lecteur un épisode important et oublié de l'histoire de Jijel attaquée par la marine du royaume de France en 1664 alors que la ville échappait à la domination ottomane : une première expérience de l'auteur qui plonge le lecteur dans la régence d'Alger et les salons de Versailles (siège du pouvoir français de l'époque), tout en exhumant un épisode méconnu de l'histoire.

Des auteurs, à l'image du journaliste Mustapha Benfodil, proposent une forme d'introspection, dans *Body Writing* (Ed. Barzakh), à travers le journal intime de Karim Fatimi disparu tragiquement en 2014. Avec ce récit qui se transforme en une radiographie extravagante de l'Algérie, l'auteur signe son retour 11 ans après son dernier roman *Zarta*.

Dans *Nulle autre voix* (Barzakh), la romancière Maïssa Bey dresse le portrait de l'anti-héroïne par excellence à travers des échanges entre une écrivaine,

à la fois curieuse et effacée, et une criminelle fraîchement sortie de prison après 15 ans de détention.

A travers son dernier roman *Khalil* (Casbah), le romancier à succès, Yasmina Khadra, plonge lui aussi, son lecteur dans l'univers d'un des terroristes, auteurs des attentats de 2015 au stade de France à Paris.

Reconstruction et nouveaux départs forment l'essentiel des oeuvres de Nassira Belloula, *Aimer Maria* ou encore de Mohamed Magani *L'année miraculeuse*: deux fictions éditées chez Chihab qui évoquent la vie après les affres de la déception, des séparations et de l'exil.

L'Histoire contemporaine de l'Algérie aura inspiré des plumes comme celle du célèbre chroniqueur Sid Ahmed Semiane qui a réuni dans *Octobre ... ils parlent* (Barzakh) des textes et témoignages sur le 5 octobre 1988, ou encore celle de Djamel Mati qui revient dans son roman *Sentiments irradiés* sur les essais nucléaires français de 1960 dans le désert de Tanezrouft (Hoggar).

Pour sa part, Djilali Bencheikh

depeint dans son roman *Le treillis et la mini-jupe* (El Kalima), la condition d'une jeunesse révoltée par le paternalisme pesant des années 1960 et qui se choisit l'exil comme seule échappatoire.

### Des auteurs de retour, l'Histoire toujours présente

S'intéressant toujours à l'histoire et à la culture de Laghouat, sa ville natale, le journaliste et auteur, Lezhari Labter, revient cette année avec le roman historique *Laghouat la ville assassinée, ou le point de vue de Fromentin* (Hibr), un beau-livre *Oasis, Images d'hier, regards d'aujourd'hui* (Chihab), en plus d'un recueil de textes intitulé *Hiziya mon amour* (Hibr), un ouvrage coécrit par une dizaine d'écrivains et coordonné par ses soins.

Explorant les univers scientifique et métaphysique dans un même écrit, le journaliste-chroniqueur Amari Chawki traite du hasard dans un contexte purement algérien dans son roman

*Balak* (Barzakh). Après *Meursault, contre-enquête* et *Zabor ou Les psaumes*, le journaliste et écrivain Kamel Daoud donne, lui aussi rendez-vous à ses lecteurs pour leur faire découvrir *Picasso: le mangeur des femmes* (Barzakh), alors que le traducteur et universitaire Mohamed Sari présente chez le même éditeur *Aizer, un enfant de la guerre*. Comme chaque année, le livre d'Histoire est omniprésent dans les stands du Sila 2018, à l'image de l'ouvrage *GPRA un mandat historique* (Ed. du Champ libre) du sociologue et historien Abdelmadjid Merdaci. Dans cet ouvrage très documenté, l'auteur revient sur la création du premier gouvernement de l'Algérie combattante ainsi que sur les principaux événements survenus entre le 19 septembre 1958 et le 3 août 1962.

De son côté, l'historienne Malika Arezki publie *De l'ALN à l'ANP, la construction de l'armée algérienne*, un livre édité chez Barzakh, alors que les éditions Chihab proposent *Economie de l'Algérie coloniale 1830-1954*, un ouvrage de Ahmed Henni, La

Musée du moudjahid de Mostaganem

## Ouverture de l'espace chahid Benabdelmalek Ramdane

Un espace dédié au chahid Benabdelmalek Ramdane (1928-1954) a été ouvert dernièrement au Musée de wilaya du moudjahid de Mostaganem, a-t-on appris jeudi de la direction du musée.

Cet espace dédié au premier chahid de la région de Mostaganem (4 novembre 1954) regroupe des fresques, des photos et objets mettant en exergue le rôle héroïque de ce martyr et son parcours militant au mouvement national et au groupe historique des 22 et dans la préparation de la glorieuse révolution du 1<sup>er</sup> Novembre 1954, a déclaré le directeur du musée, Bilal Dekouis. Cet espace expose aussi une effigie du chahid connu dans la région de Dahra au nom de Si Abdallah, de même qu'un prototype de la grotte où s'est réuni le chahid avec les militants de la commune de Benabdelmalek Ramdane (ex-Ouilis), de Hadjadj (ex-Bosquet) et de Sidi Ali (ex-Cassaïne). Le Musée du moudjahid de Mostaganem, ouvert le 10 février 2004,

consacre un pavillon à l'Emir Abdelkader (1833-1847), un autre à des personnalités historiques dont chahid Benabdelmalek Ramdane, le président défunt Houari Boumediene, un pavillon au mouvement scout et au rôle de Faoudj El Falah entre 1937 et 1962, outre un hall d'expositions, d'une salle de conférences et une bibliothèque riche de plus de 8 000 ouvrages dont des dons offerts par le dramaturge Abdelkader Benaïssa au musée.

Le héros Benabdelmalek Ramdane, né en mars 1928 à Constantine, entra à l'école primaire en 1934 et intégra en même temps l'association Es-salam pour apprendre l'arabe avant de suspendre ses études pour des raisons économiques et entama une activité commerciale.

Il adhéra à Ahabab El Bayane wal Houria (Amis du manifeste et de la liberté) en 1944 avant de se joindre au Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (Mtdl) en 1946 et fut parmi les premiers jeunes adhérents à l'Organisation spéciale et l'Organisation secrète

de Constantine. Il fut arrêté par le colonisateur deux fois en 1952, mais parvint à s'évader de la prison de Souk Ahras et de celle de Auoune Bouziane et s'installa à l'ouest du pays après que l'administration française ait découvert les zones d'entraînement et de dépôts d'armes à l'est algérien. Lors de son séjour aux environs de Mostaganem, il fut appelé Si Abdallah et attela à la préparation de la lutte armée en tenant des réunions avec des militants, planifiant des opérations, réunissant les armes, fixant les objectifs et répartissant les missions. Il a dirigé sept opérations fidaïes la nuit du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 et prévoyait, après l'exécution des premières opérations, de se déplacer aux monts de Aâchaâcha (80 km à l'est de Mostaganem).

Benabdelmalek Ramdane tomba au champ d'honneur dans un accrochage avec les forces ennemies près du douar Ouled Si Larbi, le 4 novembre 1954.

**Reda A.**

**R. A.**



43<sup>ème</sup> anniversaire de l'invasion marocaine

# Ni reddition ni capitulation, réitère la Présidence sahraouie

La Présidence de la République arabe sahraoui démocratique (RASD) a réitéré le refus du peuple sahraoui de «toute reddition ou capitulation» face à l'occupant marocain et sa résolution à poursuivre le combat pour le recouvrement de l'indépendance, saluant par la même, la lutte du peuple sahraoui pour arracher son droit à l'autodétermination, ainsi que le soutien indéfectible de l'Algérie en faveur de la cause sahraouie.



**D**ans un message à l'occasion de la commémoration du 43<sup>ème</sup> anniversaire de l'invasion militaire marocaine des territoires sahraouis, le 31 octobre 1975, la Présidence sahraouie a affirmé que «la victoire est certaine et imminente et il n'y aura ni reddition ni capitulation», ajoutant que «le combat se poursuivra avec plus d'unité et de volonté sous la direction de l'unique et légitime représentant du peuple sahraoui, le Front Polisario, pour arracher ses droits sacrés au recouvrement de la souveraineté de son Etat».

«Cette date est pour nous l'occasion de nous recueillir à la

mémoire de tous les martyrs de la cause nationale, à l'image de l'initiateur de la révolution, El-Ouali Moustapha Sayed et le président martyr, Mohamed Abdelaziz et rendre hommage aux masses populaires, héros de l'intifada de l'indépendance, femmes et hommes», souligne la direction de la Rasd

Saluant les combattants de l'Armée populaire de libération sahraouie (Apls) «déterminés à s'acquitter de leur mission et résolus à faire face aux politiques de l'occupant marocain basées sur l'agression, l'expansion et les flux de drogue, vecteurs de propagation des bandes du crime organisé et des groupes terroristes», la

Présidence sahraouie a adressé également un hommage aux prisonniers politiques du groupe Gdeim Izik et parmi les étudiants qui croupissent dans les geôles marocaines.

Par ailleurs, la Présidence de la Rasd a tenu, à cette occasion, à saluer, au nom du peuple sahraoui, les positions de l'Algérie sous la conduite du président Abdelaziz Bouteflika en faveur de la cause sahraouie et du droit des peuples colonisés à la liberté et à l'indépendance conformément aux décisions de la légalité internationale.

La commémoration du 43<sup>ème</sup> anniversaire de l'invasion militaire marocaine par le peuple

sahraoui a coïncidé avec l'adoption de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU sur la prolongation de six mois, jusqu'au 31 avril 2019, du mandat de la mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso), réaffirmant son engagement à aider les partis au conflit à parvenir à une solution qui pourvoie à l'autodétermination du peuple sahraoui.

Les Sahraouis et la communauté internationale attendent la reprise des négociations entre les deux parties avant la fin de l'année en cours, à l'invitation de l'ONU.

Reda A.

## Sahara occidental L'Algérie prend acte de la résolution 2440 du Conseil de sécurité

L'Algérie a pris acte de la résolution 2440 (2018) du Conseil de sécurité de l'ONU relative à l'exercice par le peuple du Sahara occidental de son droit à l'autodétermination, indique jeudi un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

«L'Algérie prend acte de la résolution 2440 (2018) que le Conseil de sécurité vient d'adopter par laquelle il a, une fois de plus, consacré l'exercice par le peuple du Sahara occidental de son droit inaliénable à l'autodétermination comme la seule voie à même de mettre un terme définitif au conflit qui oppose depuis plus de 40 ans le peuple du Sahara occidental au Royaume du Maroc», précise le communiqué.

A cet égard, l'Algérie «tient à relever que le Conseil de sécurité appelle de nouveau les deux parties au conflit qu'il a clairement identifiées, à savoir le Royaume du Maroc et le Front Polisario à reprendre les négociations directes sans conditions préalables et de bonne foi, sous les auspices du secrétaire général des Nations unies, en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui pourvoie à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental», souligne la même source.

L'Algérie «qui a, de tout temps, apporté en sa qualité d'Etat voisin, son plein soutien aux efforts du secrétaire général et de son Envoyé personnel en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui pourvoie à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental a accepté l'invitation de l'Envoyé personnel de prendre part, en sa qualité d'Etat voisin, à la table ronde prévue les 5 et 6 décembre prochain à Genève», ajoute le communiqué. Elle demeure «convaincue que seule une négociation directe, franche et loyale entre le Royaume du Maroc et le Front Polisario, est de nature à conduire à une solution définitive de la question du Sahara occidental, conformément à la légalité internationale, à la doctrine et à la pratique des Nations unies en matière de décolonisation», affirme la même source.

R. I.

Maroc et Front Polisario

## Le Conseil de sécurité demande de reprendre les négociations sans préconditions

**L**e Conseil de sécurité a enjoint mercredi le Maroc et le Front Polisario de reprendre les négociations sans préconditions et de bonne foi «en vue de parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental».

Aux termes de sa résolution prorogeant le mandat de la Minurso de six mois, le Conseil de sécurité a souligné l'importance pour les deux parties «de s'engager à nouveau à faire avancer le processus politique dans la perspective d'une cinquième série de négociations».

La dernière fois où le Front Polisario et le Maroc se sont installés à la même table de négociations remonte à mars 2012 à Manhasset aux Etats-Unis. Depuis le processus de paix est au point mort.

Par 12 voix pour et trois abstentions (la Bolivie, la Russie et l'Ethiopie), l'instance suprême des Nations unies a adopté une résolu-

tion prorogeant le mandat de cette mission onusienne de six mois, un vote intervenant après deux jours de tractations intenses sur le texte présenté par les Etats-Unis.

L'organe onusien, a considéré le statut quo au Sahara occidental «inacceptable», jugeant «essentiel que les négociations progressent afin d'améliorer la qualité de vie du peuple du Sahara occidental».

Le Conseil de sécurité a exprimé son plein appui à l'intention du secrétaire général et de son envoyé personnel, Horst Kohler, de relancer le processus de négociations avant la fin de l'année, se félicitant que le Front Polisario et le Maroc et les pays observateurs, l'Algérie et la Mauritanie aient répondu favorablement aux invitations à une première table ronde à Genève les 5 et 6 décembre.

Intervenant à l'issue du vote, l'ambassadeur adjoint des Etats-Unis, Jonathan Cohen, a tenu à préciser que la réunion de décembre ne sera pas «un événement unique», car elle «doit mar-

quer le début d'un processus de négociations directes».

Jonathan Cohen, dont le pays est porte-plume des résolutions sur le Sahara occidental, a affirmé que cette réunion représentait «une première étape cruciale» dans ce processus durant laquelle les parties au conflit doivent rester attachées aux négociations jusqu'à l'aboutissement du processus.

Expliquant la position américaine sur la Minurso, l'ambassadeur adjoint a précisé que les Etats-Unis «s'étaient lancés dans une nouvelle approche» concernant cette mission onusienne.

«Premièrement, il ne peut plus y avoir de «statut quo» au Sahara occidental. Deuxièmement, nous devons apporter tout notre soutien à l'envoyé personnel Kohler dans ses efforts pour parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permettra l'autodétermination du peuple du Sahara occidental», a déclaré le diplomate américain.

«La prorogation de six mois témoigne de notre détermination de voir les négociations progresser rapidement, de bonne foi et sans conditions préalables», et «énonce également clairement que le Conseil de sécurité ne laissera pas le Sahara occidental et la Minurso retomber dans l'oubli», a relevé Jonathan Cohen.

De son côté, le représentant de l'Ethiopie, Teye Atske Selassie a dit souhaiter que les efforts déployés par l'envoyé spécial pour relancer le processus de paix permettent de résoudre ce conflit.

«L'Ethiopie ne cesse de dire que le règlement de ce différend doit reposer sur une solution politique mutuellement acceptable, respectant le droit à l'autodétermination inscrit dans la Charte des Nations unies. Seule la mise en oeuvre de ce droit peut aider à sortir de la crise», a déclaré le représentant.

Cependant, l'Ethiopie n'a pas voté en faveur du texte, car les remarques formulées par sa

délégation n'ont pas été prises en compte par les Etats-Unis, a précisé Teye Atske Selassie.

L'ambassadeur de la Russie, Vassily Nebenzia, a soutenu que le règlement du conflit au Sahara occidental doit se fonder sur les paramètres convenus au sein du Conseil de sécurité pour encadrer les parties au conflit ainsi que sur la recherche d'une solution politique.

Décriant «une tentative de déroger à ces principes», le diplomate russe a expliqué que si la Russie n'a pas «bloqué la résolution, c'est parce qu'elle reconduit un mandat important pour la stabilité régionale».

Le représentant des Pays-Bas, Karel Jan Gustaaf Van Oosterom, a salué l'adoption de la résolution rappelant que «l'objectif était de parvenir à terme à une solution politique mutuellement acceptable qui permettra au peuple du Sahara occidental d'exercer son droit à l'autodétermination».

R. I.



Prix du pétrole

# Le Brent en hausse à 73,13 dollars

Au début du mois d'octobre, l'approche des sanctions américaines sur le troisième producteur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), qui seront appliquées lundi, avait suffi à faire grimper les prix.



Les prix du pétrole divergeaient hier en cours d'échanges européens dans un marché qui évolue à des niveaux bas à l'approche des sanctions de Washington contre les exportations iraniennes de brut.

Vers 11h00 GMT, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier valait 73,13 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 24 cents par rapport à la clôture de jeudi.

Dans les échanges élec-

troniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de décembre cédait 6 cents à 63,63 dollars.

Le Brent a touché en cours d'échanges asiatiques 72,46 dollars, à son plus bas depuis deux mois et demi, alors que le WTI a chuté à son plus bas en six mois et demi jeudi, à 63,11 dollars.

Pourtant, au début du mois d'octobre, l'approche des sanctions américaines sur le troisième producteur de l'Organisation des pays

exportateurs de pétrole (Opep), qui seront appliquées lundi, avait suffi à faire grimper les prix à leurs plus hauts niveaux en deux ans et demi. «Il semblerait que les marchés aient déjà intégré sur les derniers mois l'idée d'une baisse des exportations d'un à 1,5 million de barils», a commenté Hussein Sayed, analyste chez FXTM.

Coup de grâce pour les prix, «les Etats-Unis auraient accordé des exemptions à huit importateurs de pétrole iranien», a souligné Michael

Hewson, analyste chez CMC Markets, citant une information de l'agence Bloomberg.

«Il y avait eu une période de vente similaire en juillet-août, avant que les prix ne remontent en flèche», a tempéré Giovanni Staunovo, analyste chez UBS, qui estime que la baisse des exportations iraniennes se produira.

«Même si les Etats-Unis accordent des exemptions, Washington demandera que le volume importé d'Iran baisse nettement», a-t-il estimé.

R. O.

Du 7 au 9 novembre  
à Johannesburg

## Un forum sur le financement des infrastructures en Afrique

La première édition de l'Africa Investment Forum (AIF) pour financer le développement des infrastructures en Afrique, se déroulera du 7 au 9 novembre 2018 à Johannesburg, sous l'égide de la Banque africaine de développement (BAD), a indiqué cette banque régionale sur son site Web.

Entre 130 et 170 milliards de dollars environ sont nécessaires, chaque année, pour financer le développement des infrastructures en Afrique, d'après l'édition de 2018 sur les Perspectives économiques en Afrique de la Banque africaine de développement, a rappelé la même source.

«La Banque collabore avec d'autres partenaires au développement multilatéraux et parties prenantes, pour faire en sorte que l'Africa Investment Forum devienne un tremplin essentiel pour les investissements en Afrique et satisfaire ainsi les énormes besoins du continent en infrastructures et en développement», a souligné le communiqué.

Selon les initiateurs de cette rencontre économique, ce premier marché «novateur de l'investissement» réunira des promoteurs de projets, des fonds de pension, des fonds souverains, des investisseurs privés, des décideurs, des sociétés de capitaux et des chefs de gouvernement, afin de mobiliser des capitaux à même de transformer les secteurs économique, agricole et industriel de l'Afrique.

«Le forum sera 100 % transactionnel». Plusieurs conclusions de contrats et des signatures d'accords sont prévues au terme de cette rencontre ainsi que la sélection et l'amélioration de projets.

Il s'agit également d'une plateforme pour attirer les co-investisseurs et faciliter les transactions, afin de libérer des opportunités d'investissements de plusieurs milliards de dollars en Afrique», ont-ils ajouté.

Reda A.

Anem d'Oran

## Près de 19 500 placements en neuf mois

Près de 19 500 demandeurs d'emploi ont été placés dans des postes d'emploi dans des secteurs public, privé et étranger, par l'Agence nationale de l'emploi (Anem) au cours des neuf premiers mois de l'année 2018, a-t-on appris jeudi de sa responsable de communication.

Environ 19 452 demandeurs d'emploi ont été placés dans des postes d'emploi dans différents secteurs d'activités depuis le début de l'année en cours jusqu'au 31 septembre dernier, a précisé à l'APS, Fayza Benbakhti, remarquant, à ce titre, une stabilité des placements par rapport à la même période de l'année dernière.

En effet, quelque 18 430 placements classiques ont été réalisés, 396 autres dans le cadre du Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (Daip) et 626 dans le cadre de Contrat de travail aidé (CTA), a-t-elle ajouté.

Le secteur d'activité ayant enregistré le plus de placements est celui des services (tourisme inclus) avec 8 345 placements, suivi de l'industrie (6 604), du Btph (3 253) et de l'agriculture avec 228 placements.

Pour ce qui est des offres, les entreprises publiques privées et étrangères dans la wilaya d'Oran ont proposé 23 304 dont 10 423 qui concernent les services, 7 377 l'industrie, 5 217 le Btph et 287 l'agriculture. Le nombre global des demandes d'emploi, selon Mme Benbakhti est estimé à 67 970 demandes enregistrées entre le début janvier et la fin septembre, la majorité étant de sexe masculin.

A noter, par ailleurs, que l'Agence régionale de l'emploi d'Oran a mis en place, dans le cadre de l'amélioration de ses services, un centre d'appel téléphonique sur le numéro vert (30-05) qui permet à des conseillers de l'emploi de prendre en charge les préoccupations des demandeurs d'emploi en leur fournissant des informations et des orientations et en leur expliquant les procédures à suivre.

R. O.

Grâce à la hausse des cours du pétrole

# Shell augmente son bénéfice de 43%

Le géant des hydrocarbures, Royal Dutch Shell, a dévoilé jeudi un bond de 43% de son bénéfice net au troisième trimestre, dopé comme l'ensemble du secteur par la hausse des prix du pétrole et du gaz.

Le bénéfice net a atteint 5,839 milliards de dollars (5,1 milliards d'euros) entre juillet et septembre, annonce dans un communiqué le groupe anglo-néerlandais.

Depuis le début de l'année, il a quasiment doublé son résultat net à près de 18 milliards de dollars.

Comme son concurrent britannique BP, qui a publié en début de semaine des résultats flatteurs, Shell a surtout bénéficié d'un contexte de marché très favorable cet été aux majors pétrolières.

Le baril de Brent a dépassé en fin de troisième trimestre le seuil des 80 dollars pour évoluer au plus haut depuis 2014, alors que les cours n'étaient qu'à 50 dollars

un an plus tôt. Les prix se sont envolés sur fond de tensions géopolitiques et surtout après le rétablissement des sanctions américaines contre l'Iran, faisant craindre un recul de l'offre.

Shell souligne dans son communiqué que ses résultats ont d'abord profité de la hausse des prix dans le pétrole, le gaz et le gaz naturel liquéfié.

Dans le même temps, sa production a légèrement reculé de 2% à 3,596 millions de barils équivalent pétrole par jour, alors que le groupe est engagé dans un vaste programme de cessions d'actifs.

Son bénéfice annuel ajusté, hors éléments exceptionnels et variation des stocks (CCS), un indicateur scruté par le marché, a quant à lui bondi de 37% à 5,6 milliards de dollars.

De son côté, son chiffre d'affaires s'est élevé de 32% pour dépasser les 100 milliards de dollars sur le trimestre (100,1 mds

USD, soit 88,1 milliards d'euros).

Ses résultats ont bondi dans la production et l'exploration (upstream) et le gaz naturel liquéfié (GNL), mais ont reculé dans le raffinage et la distribution (downstream).

Shell a mis l'accent ces derniers années sur le GNL, un secteur dans lequel il a pris une nouvelle dimension avec l'acquisition bouclée en 2016 du britannique BG Group.

Le groupe vient notamment de donner son feu vert pour lancer un énorme projet de GNL au Canada qui doit répondre d'ici le milieu de la prochaine décennie à la demande asiatique.

Ce projet est de la plus haute importance pour Shell qui se détourne par ailleurs des exploitations pétrolières et gazières matures via un plan de cessions depuis 2016 de 30 milliards de dollars.

H. T.

Une première en Algérie

# Chaînes TV radios et APS diffusées sur Alcomsat-1

**Les chaînes de télévision et de radio publiques et les dépêches du fil de l'agence Algérie Presse Services (APS) sont, depuis jeudi, diffusées par le satellite algérien de télécommunication Alcomsat-1, une première en Algérie, qui marque son entrée dans la diffusion par satellite des chaînes de radio et de télévision.**



**L**es cinq chaînes de télévision publiques algériennes (Programme national, Canal Algérie, TVA3, TV4, et TV5) sont enfin disponibles en haute définition (HD) à la faveur de leur diffusion à partir de jeudi via le satellite algérien de télécommunication Alcomsat-1, a annoncé mercredi l'Etablissement public de télédiffusion d'Algérie (TDA).

En effet, l'Etablissement public de télédiffusion d'Algérie a annoncé la diffusion officielle, à partir du 1<sup>er</sup> Novembre, de deux bouquets dont l'un est composé des cinq chaînes TV avec une qualité HD d'au moins 720p et l'autre de ces mêmes chaînes TV en définition standard (résolution de 480p) et de 57 services radios (48 radios régionales, Ch1, Ch2, Ch3, Radio Décrochage, Radio Décrochage 2, Radio Algérie Internationale, Radio Sahel, Jil FM et Radio Multi chaînes) ainsi que du fil d'Algérie Presse Service (APS), avec une moyenne de 450 à 500 dépêches

par jour en arabe et en français.

Pour recevoir ces deux bouquets, il suffit d'orienter la parabole vers le satellite Alcomsat-1 sur la position orbitale 24,8 Ouest, qui couvre tout le territoire national ainsi que la zone du Grand-Maghreb et du Sahel. Les chaînes TV publiques sont diffusées en HD sur la fréquence 12160 MHz, polarisation horizontale, symbol-rate 30 Msps/s, et en mode SD sur 12240 MHz, horizontale, 30 Msps/s. La diffusion en HD des cinq chaînes TV publiques, actuellement transmises depuis plusieurs satellites étrangers en qualité SD sauf A3 en HD, est considérée comme «une première dans le paysage audiovisuel algérien».

Cette performance intervient quelques jours après l'appel lancé par le ministre de la Communication, Djamel Kaouane, invitant le secteur de l'audiovisuel à répondre aux besoins des auditeurs et téléspectateurs en remportant les

enjeux imposés par le progrès technologique.

«La conjoncture que nous vivons impose de grands défis au domaine de l'audiovisuel, au regard des besoins croissants des auditeurs et des téléspectateurs, d'une part, et des enjeux imposés par le progrès technologique et une rude concurrence, d'une autre part», a souligné le ministre lors la cérémonie de célébration du 56<sup>ème</sup> anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale sur la Radio et la Télévision algériennes, le 28 octobre 1962.

Le satellite Alcomsat-1, lancé en décembre 2017, a, ainsi, atteint sa vitesse de croisière avec la diffusion officielle de ces cinq chaînes TV en HD, un processus qui a commencé avec la signature, le 21 mai dernier, d'une convention cadre entre la TDA et l'Agence spatiale algérienne (Asal) portant sur l'exploitation «optimale» de ses capacités, notamment sur sa

partie radiodiffusion.

La convention s'articule autour de plusieurs points. Il s'agit notamment de l'exploitation des capacités du satellite dédiées à la radiodiffusion, de la définition d'une stratégie commerciale pour le développement et l'extension des services de radiodiffusion par satellite en Algérie.

Toutefois, et dans le but de créer une attractivité vers Alcomsat-1 qui dispose de neuf transpondeurs dédiés à la diffusion de chaînes de télévision et de radios numériques, il est prévu, en plus des bouquets publics, sept autres bouquets pouvant recevoir jusqu'à 80 chaînes SD et 30 chaînes HD, ouverts à la commercialisation.

Cette démarche a pour objectif de rentabiliser Alcomsat-1 et utiliser toutes les capacités satellitaires de télédiffusion en ciblant également les chaînes privées algériennes qu'étrangères pour pouvoir créer une offre de contenu. Selon une étude marketing d'Algérie Télécom Satellite (ATS), les bouquets favoris des Algériens sont, notamment les chaînes TV publiques et privées algériennes, les chaînes maghrébines, les bouquets MBC, Canal+, Bein sport et les chaînes documentaires.

Il est à relever que les chaînes de télévision privées algériennes, qui diffusent actuellement leurs programmes depuis des satellites étrangers, ont été invitées par le ministre de la Communication à émettre leurs programmes depuis Alcomsat-1. Alcomsat-1 a pour objectif de répondre aux besoins des différents secteurs nationaux en matière de télécommunications. Il assure une couverture nationale et régionale (Afrique du Nord et Sahel) et permet, outre l'amélioration des télécommunications et la réception de plusieurs programmes TV et radio, de fournir aussi d'autres services comme l'Internet haut débit, la télé-enseignement, la télé-médecine et la visioconférence.

K. M.

23<sup>ème</sup> Sila

## Netcom mobilise des agents d'hygiène pour la collecte des déchets

< L'entreprise de nettoyage de la wilaya d'Alger Netcom a mobilisé des équipes d'hygiène, pour la collecte des déchets, lors de la 23<sup>ème</sup> édition du Salon international du livre d'Alger (Sila), organisée du 29 octobre au 10 novembre prochain, au Palais des expositions des Pins maritimes (Safex), a-t-on appris, jeudi, auprès d'un responsable de cette entreprise.

La chargée de la communication au sein de cet EPIC, Nassima Yakoubi, a affirmé que Netcom a mobilisé des équipes d'une vingtaine d'agents, assurant le service 24h/24, en vue de procéder au nettoyage des différents stands du Sila.

«Lors de cet événement culturel, près d'une centaine de navettes seront effectuées pour la collecte des déchets générés par les visiteurs et les participants en vue de maintenir les lieux propres, d'autant que ce salon connaît la participation de 47 pays et plus de 1 000 maisons d'édition», a ajouté Mme. Yakoubi.

Pour ce faire, Netcom a mobilisé les moyens nécessaires aux opérations de nettoyage, a fait savoir la même responsable, citant cinq grands camions à benne, deux balayeuses électriques et cinq autres mécaniques, outre 50 bacs à ordures de différents volumes destinés au tri sélectif, notamment le carton.

La chargée de la communication de Netcom a rappelé qu'«une tonne et 320 kg de déchets ménagers provenant des consommations des visiteurs avaient été collectés, lors de la 22<sup>ème</sup> édition du Sila (2017), outre 100 tonnes de cartons et 320 kg de pain, une quantité importante qui reflète, selon elle, le gaspillage et le manque de civisme chez certains citoyens».

L'opération de nettoyage se poursuivra sur la même cadence, durant cette manifestation pour donner une meilleure image de ce Salon international.

T. M.

Célébration à Liverpool de la Journée mondiale des villes

## L'Algérie invité d'honneur

< Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, a participé, mercredi à Liverpool, aux cérémonies officielles de célébration de la Journée mondiale des villes, en qualité d'invité d'honneur.

Intervenant à cette occasion, le ministre, qui était accompagné de l'ambassadeur d'Algérie à Londres, M. Amar Abba, a évoqué les grandes lignes de la politique du Président Abdelaziz Bouteflika, dans le domaine de l'habitat et la stratégie adoptée par le gouvernement en particulier en

matière d'éradication de l'habitat précaire, apprend-on auprès de la délégation algérienne.

M. Temmar s'est, par ailleurs, entretenu en marge des cérémonies, avec la Secrétaire générale adjointe de l'ONU, directrice exécutive de l'Organisation des Nations unies pour l'Habitat, Mme Maimounah Mohd Sharif. Les discussions ont porté sur la coopération et la coordination entre les deux parties ainsi que sur la programmation d'une visite en Algérie, ajoute-on de même source.

Le ministre a présenté, au cours des discussions, le bilan des efforts de l'Algérie dans le secteur de l'habitat et des villes et fait part à Mme Maimounah Mohd Sharif de l'adaptation du cadre législatif pour se conformer aux engagements internationaux (Convention de Kyoto).

La directrice exécutive de l'ONU pour l'Habitat a, de son côté, loué les grandes réalisations de l'Algérie dans ce secteur et exprimé son souhait d'effectuer une visite dans ce pays. La célébration de la Journée mondiale des Villes, le 31 octobre

de chaque année, a été décidée en 2014 par l'Assemblée générale de l'ONU, sous le slogan générique de «Une meilleure ville, une meilleure vie».

Cette année, les Nations unies ont choisi la ville de Liverpool pour abriter le principal événement de la célébration de la Journée mondiale des villes, et sélectionné le sous-thème de «Bâtir des villes durables et résilientes» comme slogan, afin de mettre l'accent sur les défis de l'urbanisation.

R. A.



El Tarf

# Renforcement de l'AEP

**Le dédoublement de la conduite Mexa- H'nichet, destiné à l'amélioration de l'alimentation en eau potable (AEP) dans les wilayas d'El Tarf et Annaba, a été mis en service, jeudi, à l'occasion de la commémoration du 64ème anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération.**

Mise en service en présence du wali, Belkateb Mohamed, cette conduite qui s'étale sur une distance de 21 kilomètres, assurera dorénavant outre la sécurisation de la conduite existante depuis 1998, un approvisionnement en eau de 11 communes, dont six (06) relevant de la wilaya d'El Tarf, ( Lac des Oiseaux, El Chatt, Ben M'Hidi, Dréan, Bougous et Besbes)

En plus de cet apport en eau potable appelé également à desservir les localités frontalières d'El Ayouné et Ramel Souk, ainsi que les communes situées le long de la RN 44, ce nouvel acquis, ayant nécessité un investissement de l'ordre de 2,9milliards de dinars, couvrira aussi la zone Sud-Ouest de la wilaya, principalement Dréan et Besbes.

Selon les explications fournis par le directeur local des ressources en eau M. Azza Abdelhamid, cet ouvrage qui a permis de récupérer 40.000 M3 d'eau, devra être ciblé par d'autres travaux destinés à séparer les deux couloirs afin de palier au déséquilibre désavantageant actuellement la wilaya



d'El Tarf au profit d'Annaba.

Tout en mettant l'accent sur les efforts consentis par l'Etat en matière d'alimentation en eau potable, le wali a, à cette occasion, rappelé les différents projets destinés à renforcer l'AEP dans la région, citant le lancement, récemment, à Ousfour, des travaux de réalisation d'une station de traitement de 100 L/S en sus du transfert d'eau

au profit de cette commune qui compte près de 15.000 habitants.

Un stade communal, de 5ème génération, d'un montant de 19 millions de dinars a été, par ailleurs, inauguré par les autorités locales, dans une ambiance festive marquée par la présence de jeunes de la commune d'El Kala.

R. L.

Après les fortes pluies à Oran

## La protection civile à pied d'oeuvre pour pomper les eaux stagnantes

■ D'importants moyens ont été mobilisés jeudi, par les unités de la protection civile de la wilaya d'Oran pour les opérations d'évacuation des eaux stagnantes après les fortes averses qui se sont abattues depuis mercredi soir sur la région, a-t-on appris auprès de ce corps de secours.

A la nouvelle cité des 5.100 logements, une agglomération relevant du nouveau pôle urbain de Belgaid rattachée à la commune de Bir El Djir, les services de la protection sont à pied d'œuvre pour l'épuisement des eaux stagnantes, de même qu'à Es-Sénia où les pluies orageuses ont rendu difficile la circulation routière, a-t-on appris de même

source.

Plusieurs points noirs ont été enregistrés suite aux fortes pluies bloquant les axes routiers, notamment au niveau de l'entrée de la commune de Sidi Chahmi, une zone inondable jouxtant un bidonville, a-t-on ajouté, faisant savoir qu'une équipe de la protection civile est sur les lieux pour effectuer des opérations de pompage et d'évacuation des eaux stagnantes.

Selon la même source, d'autres interventions ont été effectuées pour des opérations d'épuisement des eaux qui se sont infiltrées dans des habitations, notamment à Boufatis où deux familles habitant une ferme ont été

secourues par les services de la protection civile.

Les automobilistes ont vécu également des scènes récurrentes causées par les inondations au niveau de la commune de Bir El Djir, à la cité 1.500 logements de hai USTO, où les eaux pluviales ont bloqué la circulation routière à cause de travaux interminables de réalisation d'avales. Une cellule de crise regroupant plusieurs intervenants dont la protection civile a été mise en place au siège de la wilaya pour suivre les opérations d'interventions dont le bilan n'a pas encore été rendu public, a-t-on signalé.

Reda A.

Oum El Bouaghi

## Mise en service de trois bureaux de poste de poste

■ Les infrastructures de la poste et des technologies de l'information et de la communication (TIC) viennent d'être renforcées à Oum El Bouaghi par la mise en service jeudi de trois nouveaux bureaux de poste. La mise en service des ces trois nouveaux bureaux de poste a été présidée par le wali, Messaoud Hadjadj, à l'occasion de la célébration du 64ème anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération nationale.

Visant à améliorer le service public de la poste et alléger la pression exercée sur le secteur, ces nouveaux bureaux sont situés dans les communes d'Ain El Diss, Ain Kercha et Sigus. Les autorités locales avaient dans la journée posé la première pierre d'un groupement scolaire à la cité Larbi Benmehdi dans la ville d'Oum El Bouaghi.

T. L.

Bouira

## Inauguration d'une résidence universitaire

■ Une nouvelle résidence universitaire d'une capacité de 1500 lits, ainsi que 1000 places pédagogiques, ont été inaugurées jeudi au nouveau pôle universitaire de la ville de Bouira, à l'occasion de la célébration du 64ème anniversaire de la guerre de libération nationale.

L'ouverture de ces nouvelles structures universitaires a été effectuée par le wali. «Ces nouvelles réalisations allègeront la pression sur les structures existantes», a expliqué Mustapha Limani lors de cette visite. Selon les explications fournies à cette occasion par le chargé de la communication de la direction locale des Œuvres universitaires, M. Hassane Snouci, l'université de Bouira assure cette année l'hébergement pour plus de 10700 étudiants issus de Bouira et d'autres wilayas du pays.

D'après les chiffres donnés par M. Snouci, quelque 2000 étudiants se sont inscrits au niveau des services de la résidence universitaire, dont 1200 filles. Pour ce qui est du transport universitaire, le même responsable a fait savoir que les Œuvres universitaires comptent relancer deux lignes ferroviaires, la première celle reliant Lakhdaria à Bouira et la seconde Bouira à Ath Mansour.

«Ces deux lignes de train nous permettront d'assurer le transport pour les étudiants issus des communes de Kadiria, Aomar, Bouira, El-Asnam, Bechloul, El-Adjiba, Ahnif et Ath Mansour», a-t-il rappelé.

A cela s'ajoute aussi la mobilisation de 68 bus pour le transport universitaire devant couvrir 10 daïras et 14 communes, a ajouté la même source.

Y. H.

Ghardaïa

## Attribution de 357 logements publics locatifs

Un quota de 357 logements de type publics locatifs (LPL) et 502 aides destinées à l'habitat rural ont été attribués jeudi dans la wilaya de Ghardaïa à l'occasion de la célébration du 64ème anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution du 1er novembre 1954.

Le quota de logement a été distribué à leurs bénéficiaires au niveau de la commune de Metlili (45 Km au sud de Ghardaïa) en présence des autorités locales, des élus, ainsi que les notables et les membres de la société civile.

«Cette opération qui s'inscrit, dans le cadre de la concrétisation du programme du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, traduit les engagements pris

par les autorités de la wilaya de procéder à la distribution de logements tous programmes confondus à l'occasion des fêtes nationales et religieuses», a souligné le wali Azzedine Mechri.

Lors de cette cérémonie organisée dans la daïra de Metlili, le chef de l'exécutif accompagné des autorités locales, civiles et militaires, a procédé également à la distribution de décisions d'affectation d'aides à l'habitat rural pour des bénéficiaires de la même collectivité.

Pas moins de 502 aides à l'habitat rural ont été aussi attribuées à cette occasion au profit de leurs bénéficiaires dans les différentes communes de la wilaya, dont 221 aides pour la commune de Ghardaïa,

Bounoura (110), 115 aides pour les communes d'El Menea et Hassi El Gara dans la wilaya déléguée d'El Menea, a indiqué le directeur du Logement de la wilaya de Ghardaïa.

Un quota de près de 2.118 logements publics locatifs (LPL) achevés, dotés de toutes les commodités et répartis dans les communes de Ghardaïa, Guerrara, Zelfana, Bounoura et El Ateuf, seront attribués à leurs bénéficiaires avant la fin de l'année en cours, a fait savoir Abdelhalim Mellat.

Quelque huit cents (800) décisions d'aides à l'habitat rural seront également octroyées à leurs bénéficiaires dans les différentes localités de la wilaya, a-t-il

détaillé.

Un programme conséquent totalisant 4.300 unités de logement (1.370 LPL, 100 logement AADL et 2.832 logements ruraux) est en cours de réalisation sur le site du nouveau pôle Urbain de Hassi El Garaa dans la wilaya déléguée d'El Menea qui s'étend sur une superficie de plus de 600 hectares, a-t-il indiqué. Le parc de logement de la wilaya de Ghardaïa est composé de plus de 119.695 unités, tous types confondus, selon un bilan de la direction du Logement.

Le taux d'occupation du logement (TOL) dans la wilaya de Ghardaïa est estimé à 3,87 personnes par habitation.

Bilal L.



# CONFLITS ►►

Antigel et passe-montagne

## L'Otan s'entraîne au combat par grand froid

«C'est la deuxième fois de ma vie que je vois la neige, autant dire que c'est une expérience particulière». Natif de Floride - surnommée l'«Etat ensoleillé» -, le tankiste est un poil dépaysé sur ces hauteurs en passe de revêtir leur manteau d'hiver.



Comme des milliers d'autres US Marines, Josye Martinez a gagné des latitudes quasi arctiques en Norvège pour s'entraîner au combat par grand froid, un savoir-faire redevenu en cours à cause des tensions dans la région.

«Quand j'ai atterri en Norvège, j'ai eu vraiment froid, mon corps était sous le choc», confie le soldat première classe, juché sur la tourelle de son char Abrams. «Mais avec le temps, je m'y suis fait».

Du 25 octobre au 7 novembre, l'Otan conduit dans le pays scandinave les plus grosses manœuvres militaires depuis la fin de la Guerre froide. Le scénario : porter secours à un Etat-membre agressé par un tiers.

Inquiet du comportement «imprévisible» de la Russie voisine, surtout depuis la crise ukrainienne en 2014, Oslo a insisté pour accueillir l'exercice Trident Juncture 18 qui rassemble quelque 50 000 soldats, 65 navires et 250 avions.

Signe que les tensions sont réelles, Moscou, qui avait promis une «riposte», a décidé de jouer les trouble-fête en annonçant des

tests de missiles dans les eaux internationales où se tient une partie de l'exercice.

### Choc thermique

A terre, la «bataille d'Oppdal» met fictivement aux prises des Marines à des troupes espagnoles et italiennes. Au total, 5 000 soldats peu accoutumés au froid et qui se disputent le contrôle d'un aérodrome dans le centre du pays. Pour les équipages d'Abrams venus de Caroline du Nord et plus entraînés à manoeuvrer dans le désert, opérer un monstre d'une soixantaine de tonnes dans la neige et sur la glace relève du défi.

«Le pilote doit être vraiment sur ses gardes parce qu'on ne peut pas toujours s'arrêter quand on veut», explique Joaquín Medina, chargé de munitions à bord du char, dont le camouflage couleur sable tranche avec la blancheur environnante.

«Il y a deux jours, c'était très enneigé et très glissant, nos chenilles étaient comme en roue libre. On a essayé de s'arrêter, mais le tank continuait d'avancer. On essayait de tourner, mais

impossible de le faire», dit-il.

Sur le «champ de bataille», le thermomètre est ce jour-là plutôt clément pour la saison: 6°C dans l'air, -1°C en ressenti.

Mais ça reste excessivement frisquet pour les troupes. Certains se postent derrière les Abrams pour se réchauffer à la sortie d'air de leur moteur.

«C'est quelque chose à quoi beaucoup ne sont pas habitués», souligne Janar Ploompuu, du 2nd Bataillon de reconnaissance blindée.

«Beaucoup viennent d'Etats du Sud, de Californie où il ne fait généralement jamais moins de 70°F (20°C)», dit-il, entouré de fantassins emmitoufflés et chaussés d'épaisses bottes blanches en caoutchouc.

- Loin du soleil de Cordoue - La mécanique aussi est mise à rude épreuve. Veiller à ce que les systèmes hydrauliques ne gèlent pas est une nécessité absolue.

Dans le camp d'en face, on s'acclimate aussi tant bien que mal aux rudes conditions locales.

Le bataillon mécanisé Lepanto du régiment La Reina, d'ordinaire stationné à Cordoue dans le Sud hyperensoleillé de

l'Espagne, vient de subir des températures de -20°C dans le pays qu'il est venu défendre.

«Nous nous sommes entraînés dans les Pyrénées», indique son chef, le lieutenant-colonel Gabriel Villalonga.

«Nous avons appris la conduite sur neige, nous avons cherché conseil auprès de notre école militaire de montagne et on nous a appris à vivre et se déplacer dans de telles conditions», ajoute-t-il.

Des enseignements qui pourraient bien aussi servir pour la suite.

Déjà, les Marines ont décidé de déployer par rotation quelque 700 de leurs en Norvège, indépendamment de Trident Juncture, pour les aguerrir aux combats par grand froid. Plusieurs armées européennes leur ont emboîté le pas.

«Nous sommes prêts à défendre n'importe quel pays de l'Otan ou n'importe quel pays qui aurait besoin de notre aide», assure le lieutenant-colonel Villalonga, bravant le froid alors que ses hommes sont réfugiés dans le chaud relatif de leurs véhicules.

AFP

Yémen

## Offensive de la coalition saoudienne contre l'aéroport de Sanaa

La coalition sunnite dirigée par l'Arabie Saoudite a mené une offensive contre l'aéroport de la capitale yéménite Sanaa et une base aérienne adjacente d'où les rebelles chiites houthis lancent des missiles et des attaques par drones, a déclaré vendredi le porte-parole de la coalition.

Le trafic aérien et l'acheminement de l'aide humanitaire n'ont pas été affectés, a précisé Turki al Malki à la chaîne Ekhbariya TV.

Selon la chaîne de télévision des Houthis,

Al Masirah, plus de 30 frappes aériennes ont été menées contre la base aérienne d'Al-Dulaimi à Sanaa et dans les zones environnantes.

Des combats ont également été signalés dans les quartiers-sud d'Hodeïda en début de matinée.

La coalition a réuni des milliers d'hommes mercredi dans la ville portuaire.

Selon des sources de Reuters, les combats signalés mercredi se déroulent près de l'aéro-

port et de l'universitaire et des hélicoptères Apache ont été repérés.

Le mouvement houthis, soutenu par l'Iran, contrôle une grande partie du Yémen, notamment le nord du pays et la capitale Sanaa.

Les rebelles contrôlent aussi le principal port du pays, Hodeïda, où la coalition a envoyé des renforts militaires malgré l'appel des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne à la cessation des hostilités.

Reuters

Syrie

## La coalition emmenée par les Etats-Unis oeuvre à une «désescalade»

La coalition internationale emmenée par les Etats-Unis oeuvre à une «désescalade» dans le nord de la Syrie entre de troupes turques et une coalition dominée par des combattants kurdes, a annoncé jeudi son porte-parole.

«Nous sommes en communication avec la Turquie et les Forces démocratiques syriennes (FDS) pour une désescalade», a souligné sur twitter le colonel Sean Ryan.

Partenaires de cette coalition internationale, les FDS, qui regroupent des combattants kurdes et arabes a annoncé mercredi suspendre son offensive contre le groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (EI/Daech) dans l'Est syrien en raison de bombardements turcs visant des positions militaires kurdes, dans le nord du pays.

R. I.

Selon Lavrov

## L'état actuel des relations entre Moscou et Washington est «inacceptable»

L'état actuel des relations entre Moscou et Washington est «inacceptable», a déclaré vendredi, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

«Les puissances nucléaires de premier plan accumulent les incompatibilités dans le domaine de la stabilité stratégique. Les voies de résolution de telles situations ne sont pas utilisées depuis longtemps, ce qui crée une situation inacceptable en termes de sécurité globale», a indiqué le ministre russe lors d'une conférence de presse avec le secrétaire général de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

M. Lavrov a souligné que la Russie soulève régulièrement la nécessité d'un dialogue sur tout l'éventail des questions de contrôle des armements devant les partenaires américains.

Il a, par ailleurs, indiqué que la Russie est favorable à ce que le Traité sur les missiles à portée intermédiaire (INF) «reste en vigueur», mais après l'annonce officielle de la sortie des Etats-Unis de l'INF, son «maintien sera impossible».

Le chef de la diplomatie russe a souligné que Moscou était disposée à reprendre avec Washington le format de dialogue «2+2» entre les ministres de Défense et des Affaires étrangères respectifs, ajoutant que la Russie espère sa reprise à l'issue des élections américaines du 6 novembre.

«Nous sommes prêts à reprendre tous ces formats et nous nous attendons à ce que les élections américaines se déroulent pour relancer ce mouvement qui, j'en suis sûr, sera bien accueilli par tous les Etats intéressés par la sécurité et la stabilité sur notre planète», a affirmé M. Lavrov.

Bilal L.





Gambie

# Le prince Charles appelle à "promouvoir la démocratie" après la dictature de Jammeh

**Le prince Charles, héritier du trône britannique, a appelé jeudi, à Banjul, la Gambie à coopérer avec le Royaume-Uni et le Commonwealth pour "promouvoir le démocratie et les droits de l'homme" après 22 ans de dictature du président Yahya Jammeh.**



"Le Royaume Uni et la Gambie peuvent, une fois de plus, travailler ensemble pour défendre nos valeurs communes partagées et promouvoir la démocratie, les droits de l'homme, la tolérance et l'Etat de droit", a déclaré le prince Charles, arrivé mercredi avec son épouse Camilla en Gambie, première étape d'une tournée d'une semaine en Afrique.

"J'étais ravi de rejoindre sa Majesté la reine (Elisabeth II) en vous accueillant Monsieur le président à Londres en avril cette année lors de la réunion des dirigeants du Commonwealth", a poursuivi le prince Charles qui a

succédé en avril à sa mère, la reine Elizabeth II, à la tête de cette organisation de pays issus de l'empire britannique. La Gambie, petit pays anglophone d'Afrique de l'Ouest enclavé dans le Sénégal, à l'exception d'une étroite façade côtière prisée des touristes, a été réadmise en février au sein du Commonwealth.

Dirigée sans partage pendant 22 ans par Yahya Jammeh jusqu'à sa défaite fin 2016 face à M. Barrow et son départ mouvementé en exil en janvier 2017, la Gambie avait soudainement quitté le Commonwealth en 2013.

"Le Royaume uni et les autres membres du Commonwealth sont à vos côtés alors que vous êtes en

train de construire un nouveau pays", a ajouté le prince Charles.

"La récente décision de la Gambie de rejoindre le Commonwealth est un ample témoignage de la volonté de mon gouvernement d'améliorer sa coopération internationale", a déclaré le président gambien Adama Barrow.

Il a appelé "la famille du Commonwealth à se tenir prête pour nous accompagner à travers des actions concrètes pour bâtir notre capital humain, nos infrastructures et assurer le fonctionnement effectif de nos institutions".

Le prince Charles et son épouse ont ensuite visité à Banjul un collège, avant une caserne militaire et

un cimetière de soldats de la deuxième guerre mondiale.

Le prince Charles a également visité un centre spécialisé notamment dans la lutte contre la malaria qui dépend de la Faculté d'Hygiène et de Médecine tropicale de Londres. Charles et son épouse se rendront vendredi au Ghana, avant d'achever leur tournée africaine du 6 au 8 novembre au Nigeria.

A quelques mois du Brexit, la tournée africaine du couple princier a pour objectif de "célébrer le partenariat dynamique et tourné vers l'avenir du Royaume uni avec ces pays du Commonwealth", ont indiqué les services du prince de Galles dans un communiqué.

AFP

Bizerte (Tunisie)

## Activation du plan local de secours en raison des fortes pluies dans la région

■ Le plan local d'organisation des opérations de secours dans la délégation de Sejnane a été mis en place jeudi après-midi à la suite des fortes pluies enregistrées dans la journée, a fait savoir le capitaine Marouane Ghazouani, directeur régional de la protection civile.

"En application des recommandations de la commission régionale d'organisation des secours, les moyens d'intervention ont été renforcés pour la protection civile et d'autres services pour le pompage de l'eau dans des magasins et des espaces publics inondés par les courants puissants, à Sejnane ville et les autres régions, comme la zone de Dhouahria", a déclaré Ghazouani cité par l'agence TAP.

De son côté, le président de la commission locale d'organisation des secours et délégué de Sejnane Ali Hamdouni, a indiqué que des renforts ont été acheminés de la délégation de Mateur et autres délégations voisines pour aider les équipes d'intervention locales.

Il a appelé les citoyens à faire preuve de prudence sur les routes et à ne pas prendre le risque de franchir les oueds et les zones de basse altitude tout en coupant l'électricité en cas d'infiltration d'eau dans les maisons.

La commission régionale d'organisation des secours dans le gouvernorat de Bizerte reste en état d'alerte depuis les pluies diluviennes qui se sont abattues sur la région en aout dernier, selon une précédente déclaration du gouverneur de Bizerte Mohammed Gouider.

H. T.

Présidentielle en RDC

# Les pro-Kabila dénoncent "une manipulation" après un sondage

Les partisans du président Joseph Kabila ont dénoncé jeudi une "manipulation" après la publication d'un sondage donnant deux ténors de l'opposition en tête des intentions de vote à la présidentielle du 23 décembre en République démocratique du Congo dans un contexte de tension.

Dans ce sondage publié mardi, Félix Tshisekedi président du parti historique d'opposition et l'ancien président de l'Assemblée nationale passé à l'opposition Vital Kamerhe sont en tête des intentions de vote devant le candidat du pouvoir Emmanuel Ramazani Shadary arrivé en troisième position.

"C'est de la manipulation maladroite que

nous dénonçons", a déclaré

à l'AFP le ministre de l'Aménagement du territoire Félix Kabange, porte-parole du Front commun pour le Congo (FCC), la coalition électorale de la majorité au pouvoir en RDC.

Ce sondage a été réalisé conjointement par l'organisation congolaise Bureau d'études, de recherches, et de consulting international (Berci) et par le Groupe d'études sur le Congo (GEC) de l'Université de New-York.

"Berci et GEC tentent maladroitement de discréditer Emmanuel Ramazani Shadary alors que sur le terrain c'est le contraire qui est constaté par des personnes neutres et

rigoureuses", a affirmé M. Kabange, comme d'autres cadres du gouvernement et des partis au pouvoir l'ont dit en substance avant lui.

Le ministre a mis en cause l'un des fondateurs de Berci qui est également directeur de cabinet et porte-parole de Moïse Katumbi, un autre poids-lourd de l'opposition en exil qui a été exclu de la présidentielle. "A travers le résultat de ce sondage de Berci, on voit la main d'Olivier Kamitatu", a-t-il dit.

Une accusation que l'intéressé a niée. "C'est ridicule! J'ai quitté Berci depuis près de 20 ans. Je ne connais rien de près ou de loin de ce qui se fait à Berci", a réagi M. Kamitatu, joint au téléphone par l'AFP.

Le sondage en question a été mené du 29

septembre au 15 octobre 2018, auprès de 1179 personnes âgées de 18 ans et plus, réparties dans les 26 provinces du pays. Les interviews ont été enregistrées sur des tablettes électroniques à l'aide de l'Open Data Kit (ODK), expliquent les auteurs dans une note. Un total de 21 candidats sont en lice pour la présidentielle prévue le 23 décembre en même temps que les élections législatives et provinciales. La Constitution interdit à Joseph Kabila, au pouvoir depuis 2001, élu en 2006 et réélu dans la contestation en 2011, de se représenter.

La tenue des scrutins a déjà été reportée à deux reprises fin 2016 et fin 2017.

AFP

Ethiopie

# Une femme nommée pour la première fois à la tête de la Cour suprême

Le parlement éthiopien a désigné jeudi pour la première fois une femme à la tête de la Cour suprême, le dernier poste en date d'une série de nominations de femmes à de hautes fonctions, dont la présidence, a annoncé un haut fonctionnaire.

La nomination de Meaza

Ashenafi comme présidente de la Cour suprême fait suite aux décisions en octobre du Premier ministre Abiy Ahmed de désigner une femme à la présidence du pays, à un poste plutôt honorifique, et, dans son gouvernement de vingt ministres, de donner la moitié des portefeuilles aux femmes. "La

marche de l'Éthiopie vers la parité entre les sexes aux postes clés de direction se poursuit sans relâche", a écrit sur Twitter un conseiller d'Abiy, Fitsum Arega. "Meaza Ashenafi est l'une des avocates les plus expérimentées d'Éthiopie et une militante des droits des femmes."

Ancienne juge de la Haute Cour, Meaza a également participé à la rédaction de la constitution éthiopienne et a fondé l'Association des femmes avocates éthiopiennes (Ethiopian Women Lawyers Association, EWLA), selon le média d'Etat, Fana.

Elle a notamment défendu

avec succès une jeune fille de 14 ans, accusée d'avoir tué un homme qui l'avait violé pour pouvoir ensuite l'épouser. Cette histoire a été relatée dans le film "Difret", sorti en 2014, et dont Angelina Jolie a été productrice exécutive.

AFP



# Malgré les sanctions, l'Iran jouit d'un contexte diplomatique plus clément

**Au moment où il se prépare à subir économiquement, à partir du 5 novembre, une nouvelle vague de sanctions américaines, l'Iran trouve un peu de réconfort sur le plan diplomatique, où il apparaît en meilleure posture qu'autrefois.**

**D**urant la dernière période de sanctions, entre 2010 et 2015, la plupart des pays avaient fait front commun derrière Washington afin de l'aider à imposer ses embargos contre Téhéran, pour endiguer le programme nucléaire iranien.

Les Etats-Unis avaient alors un président auréolé d'une image flatteuse à l'international, Barack Obama, quand l'Iran était dirigé par l'ultra-conservateur Mahmoud Ahmadinejad, réélu au terme d'une répression de manifestations en 2009 et fustigé à l'étranger pour ses propos négationnistes.

Aujourd'hui, face à l'administration de Donald Trump, c'est l'Iran qui apparaît comme la partie la plus responsable, relèvent des experts. Gouvernements européens et asiatiques ont été atterrés par la décision du président américain de déchirer l'accord nucléaire, conclu de haute lutte en 2015 et alors largement salué. Dans le monde de 2018, la Russie et l'Iran sont étroitement liés en tant qu'alliés du régime syrien. Quant à la Chine, elle observe le cas iranien comme un possible test sur la meilleure façon de résister à des sanctions américaines, dont elle fait aussi l'objet.

Parallèlement, parmi les rares puissances soutenant Washington, l'Arabie saoudite - grand rival régional de l'Iran - fait actuellement face à un contexte diplomatique délicat, en particulier après le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi.

«Lors du dernier round de sanctions, il y avait une vision très binaire avec l'Iran qui incarnait le mal dans la région, et les autres, alignés derrière. Les Européens et le reste des acteurs», estime Ellie Geranmayeh, spécialiste de l'Iran à l'European Council on Foreign Relations.

«Il y a maintenant un débat plus complexe sur les autres acteurs régionaux et on



réalise que tout le monde joue un jeu très sale au Moyen-Orient. Personne ne pense que l'Iran est un saint, mais les visions sont plus nuancées», dit-elle à l'AFP.

## «Suicide diplomatique»

Le problème pour l'Iran est de savoir si cette bonne passe diplomatique peut se traduire en août par des retombées tangibles, en particulier pour son économie.

Selon le Fonds monétaire international (FMI), la première vague de sanctions rétablies en août par l'administration Trump a déjà plongé le pays en situation de récession et les experts prévoient une baisse de moitié des exportations pétrolières, vitales pour Téhéran, après le 5 novembre.

Les Européens travaillent sur des mécanismes visant à préserver le commerce avec l'Iran, mais les entreprises privées n'ont aucun intérêt à contrarier le Trésor américain, et certaines ont déjà plié bagage face aux menaces de représailles américaines.

«Même si les Européens font preuve de bonne volonté et inventent ces mécanismes bureaucratiques, les utiliser n'intéresse pas le secteur privé», affirme Clément Therme, chercheur à l'Institut international des études stratégiques (IISS), un centre de réflexion britannique. Téhéran espère toutefois tirer parti

du soutien des gouvernements européens et asiatiques pour atténuer la charge.

Le Guide suprême iranien, l'ayatollah Khamenei, a lui clairement indiqué que si les avantages économiques de l'accord se dissipaient, son pays n'hésiterait pas à quitter l'accord. «C'est un choix entre le mauvais et le pire. Opter pour un retrait du JCPOA (acronyme de l'accord nucléaire) serait un suicide diplomatique, considère M. Therme. Même si le soutien politique de l'Europe, de la Russie et de la Chine n'est pas parfait, c'est mieux que rien.» «Mais le sens de la dignité de l'Iran rend très compliqué le maintien dans l'accord, si tous les principaux acheteurs de pétrole cessent leurs importations ou les réduisent», poursuit-il. Selon Mohammed Marandi, analyste à l'Université de Téhéran, la question reste ouverte au sein du pouvoir iranien. «Si les Européens n'arrivent pas à s'opposer aux intimidations américaines et que les Iraniens ont de sérieuses difficultés à exporter leur pétrole, je pense qu'ils se dirigeront vers une sortie» de l'accord, juge-t-il.

## «Capitulation»

La situation diplomatique est en outre à nuancer depuis que l'Iran est accusé d'avoir fomenté des projets d'assassinats contre des opposants iraniens sur le sol européen.

Le Danemark a accusé cette semaine Téhéran d'avoir préparé une attaque, déjouée, contre des membres d'un groupe séparatiste arabo-iranien basé dans le pays scandinave, et la France a affirmé que le ministère du Renseignement iranien avait fomenté un projet d'attentat en juin à Paris contre des dissidents. L'Iran rejette ces accusations, montées selon lui par ses ennemis pour faire échouer l'accord. Téhéran croit en sa capacité à survivre aux sanctions, des experts, soulignant sa longue expérience dans l'utilisation de réseaux informels et de la contrebande pour que l'argent continue à circuler. Mais l'inquiétude réside dans son incapacité à apercevoir le bout du tunnel.

Pour relâcher leur pression, les Américains ont posé 12 conditions devant permettre de restreindre l'influence selon eux «déstabilisatrice» de l'Iran au Moyen-Orient. Mais des analystes estiment qu'il s'agit de demandes impossibles à satisfaire. «Sous Obama, les sanctions avaient un but clair et atteignable, celui d'amener l'Iran à la table des négociations» sur le nucléaire, explique Mme Geranmayeh. Les «12 conditions» américaines s'apparentent elles à une demande de «capitulation» du régime, dit-elle.

AFP

## Trump rétablit toutes les sanctions contre l'Iran. Et après ?

■ Six mois après avoir claqué la porte de l'accord sur le nucléaire iranien, Donald Trump rétablit lundi les dernières sanctions contre Téhéran, les plus draconiennes, mais les doutes persistent sur l'objectif final de cette campagne de «pression maximale» américaine.

Un premier train de mesures punitives, levées en échange de l'engagement pris en 2015 par l'Iran auprès des grandes puissances de ne pas se doter de la bombe atomique, avait été à nouveau imposé en août.

Comme promis, et malgré le chœur de protestations des dirigeants iraniens, des alliés européens de Washington, ainsi que de la Chine et de la Russie, le second volet entre en vigueur lundi. Il s'agit de sanctionner, en leur barrant l'accès au marché américain, tous les pays, entités ou entreprises étrangères qui continueront d'acheter du pétrole iranien ou d'échanger avec les banques de la République islamique.

«Les sanctions vont faire mal», prédit un diplomate européen, alors que l'Iran, son économie et notamment le rial, sa monnaie, souffrent déjà depuis plusieurs mois. Selon lui, «c'est le même plan de bataille qu'avec Kim Jong Un et la Corée du Nord: sanctions, pression maximale et ensuite ils sont prêts à négocier». L'administration Trump ne cache pas

qu'elle pense pouvoir reproduire cette stratégie qu'elle juge couronnée de succès, l'homme fort de Pyongyang s'étant engagé en faveur d'une «dénucléarisation» lors d'un sommet historique avec le président américain après des mois d'escalade et de renforcement des sanctions internationales.

### 12 conditions

Le milliardaire républicain répète d'ailleurs qu'il est prêt à rencontrer les dirigeants de la République islamique.

Depuis le 24 octobre, à J-12 avant le retour des sanctions, le département d'Etat américain a engagé le compte à rebours: chaque jour, il égrène sur Twitter les 12 conditions énoncées par les États-Unis pour un «accord global» avec l'Iran. Au menu, des restrictions beaucoup plus fermes et durables sur le nucléaire que le texte de 2015, jugé laxiste par Washington, mais également la fin de la prolifération de missiles balistiques et des activités jugées «déstabilisatrices» de Téhéran dans les pays voisins (Syrie, Yémen, Liban...).

Pour qu'il se plie à ces conditions, le gouvernement américain entend mettre l'Iran à genoux avec les sanctions «les plus fortes de l'histoire» - de nouvelles mesures punitives sont à attendre dans les prochains mois.

«C'est un vœu pieux», dit à l'AFP Ali Vaez,

de l'organisation International Crisis Group. «Malgré la pression économique, les Iraniens ont pu continuer à soutenir leurs alliés régionaux pendant 40 ans», depuis la révolution islamique de 1979, souligne-t-il.

D'autant que la situation est différente aujourd'hui par rapport à 2012, quand la précédente administration démocrate de Barack Obama avait imposé les sanctions qui seront rétablies lundi.

«Nous ne sommes pas en 2012 quand le monde était uni derrière les sanctions contre l'Iran», explique Barbara Slavin, du cercle de réflexion Atlantic Council. «Cette fois, il s'agit de l'administration Trump qui tente d'imposer au reste du monde une politique dont la plupart des pays ne veulent pas.»

Si l'essentiel des grandes entreprises étrangères ont choisi de quitter l'Iran, l'effet de l'interdiction des ventes de pétrole iranien, une source de revenus cruciale pour Téhéran, reste difficile à évaluer.

### Changement de régime

Selon de nombreux observateurs, il sera difficile de le réduire à zéro comme les Etats-Unis en affichent l'intention, des dérogations étant à l'étude et l'Iran ayant acquis une réputation de savoir-faire pour contourner les sanctions. En outre, l'Union européenne est déter-

minée à tout faire pour aider l'Iran à engranger quelques bénéfices économiques de son adhésion à l'accord de 2015, pour éviter qu'il le quitte à son tour et relance la course à l'armement nucléaire.

Au-delà du niveau de pression que les Américains réussiront à exercer, le flou demeure surtout sur leurs vraies intentions.

«Cela dépend des personnes au sein de l'administration. Le président semble vouloir un accord plus global et meilleur avec les Iraniens, mais j'ai l'impression que son équipe de sécurité nationale cherche davantage à déstabiliser l'Iran ou à aboutir à un changement de régime à Téhéran», affirme Ali Vaez.

Pour Barbara Slavin, «ils mettent la pression juste pour mettre la pression, ils n'aiment pas l'Iran et c'est tout».

Quoi qu'il en soit, cette stratégie est encore compliquée par le récent refroidissement des relations avec l'Arabie saoudite à la suite du meurtre du journaliste, Jamal Khashoggi. Riyad est un allié-clé de Washington, qui espérerait mettre en place une Alliance stratégique du Moyen-Orient, réunissant les pays arabes du Golfe, l'Égypte et la Jordanie pour contrer l'Iran chiite. «Ce projet est mort en même temps que Jamal Khashoggi», lâche l'experte de l'Atlantic Council.

AFP





# Washington dénonce une «troïka de la tyrannie» en Amérique latine

**La Maison-Blanche a imposé jeudi de nouvelles «dures» sanctions contre le Venezuela, accusé de faire partie, avec Cuba et le Nicaragua, d'une «troïka de la tyrannie» en Amérique latine.**

**C**es sanctions visent notamment le secteur de l'or, et les mesures punitives contre La Havane sont également renforcées, a annoncé John Bolton, le conseiller à la sécurité nationale du président des Etats-Unis Donald Trump.

Dans un discours sur la politique américaine pour l'Amérique du Sud, il a salué l'élection récente de personnalités «de même sensibilité» que l'administration républicaine, notamment Ivan Duque en Colombie et le futur président d'extrême droite Jair Bolsonaro au Brésil. «Ce sont des signes positifs pour l'avenir de la région», a-t-il estimé.

«Pour autant, nous sommes encore confrontés sur ce continent aux forces destructrices de l'oppression, du socialisme et du totalitarisme», a-t-il dénoncé.

John Bolton s'en est pris, dans une formule qui rappelle l'«Axe du Mal» de l'ex-président George W. Bush, à «ce triangle de la terreur qui va de La Havane à Caracas et à Managua» et à ses trois «tyrans qui pensent être des hommes forts et des révolutionnaires» mais qui ne sont en fait que «des figures clownesques et pitoyables».

«La troïka de la tyrannie sur ce continent ne durera pas éternellement. Comme tous les régimes et les idéologies oppressifs, elle est vouée à disparaître»,

a-t-il insisté, conseillant aux dirigeants vénézuélien, Nicolas Maduro, cubain Miguel Diaz-Canel et nicaraguayen Daniel Ortega de «craindre le pouvoir vertueux» de leurs peuples.

«Le président, et toute son administration, vont soutenir les combattants de la liberté», a lancé John Bolton depuis la Freedom Tower de Miami, où, a-t-il rappelé, résident de nombreux dissidents cubains et d'autres régimes latino-américains.

## «Instabilité régionale»

Pour combattre les trois régimes accusés de «provoquer d'immenses souffrances humaines» et «une énorme instabilité régionale», et pour «défendre l'Etat de droit, la liberté et la dignité humaine minimale», le gouvernement américain se dit déterminé à continuer d'utiliser l'arme des sanctions.

Après avoir déjà ciblé 70 personnes ou entités au Venezuela, dont le président Maduro et son épouse, Donald Trump «a signé un décret présidentiel pour imposer de nouvelles dures sanctions» contre ce pays, a expliqué John Bolton.

«Les nouvelles sanctions viseront les réseaux qui interviennent dans les secteurs économiques vénézuéliens corrompus» et notamment, dans l'immédiat, dans le secteur de l'or, a-t-il détaillé. Aucun Américain ne pourra plus faire affaire avec le Venezuela dans ce secteur, «utilisé par le régime pour financer ses activités illégales, remplir ses coffres et soutenir des groupes criminels», d'après le conseiller de la Maison-Blanche.

Sans mentionner explicitement ces nouvelles mesures, Nicolas Maduro a réagi dans un discours radiotélévisé en disant espérer «qu'arrive un miracle» et qu'«un jour le président Donald Trump se rende compte de la voie sans issue» que représentent ses «politiques d'échec contre Cuba, le Venezuela et le

Nicaragua».

«Le président Donald Trump devrait ouvrir les yeux. Le bon chemin est celui du respect, du dialogue, pas de la menace, du chantage, des sanctions illégales, ce n'est pas le chemin de l'humanité», a-t-il ajouté.

Comme Nicolas Maduro a, selon Washington, recours aux «mêmes tactiques oppressives utilisées par Cuba depuis des décennies», et que «la dictature cubaine permet au régime vénézuélien de mettre en oeuvre sa répression», John Bolton a fait savoir que les sanctions contre La Havane allaient également être durcies.

«Aujourd'hui, le département d'Etat a ajouté plus d'une vingtaine d'entités qui appartiennent à l'armée ou aux services de renseignement cubains, ou sont contrôlées par eux, à la liste des entités qui n'ont pas le droit de faire de transactions financières avec des Américains», a-t-il expliqué.

Alors que l'Assemblée générale de l'ONU a appelé jeudi à la levée de l'embargo américain contre Cuba, en place depuis 1962, et a rejeté une demande américaine de critiquer La Havane pour atteinte aux droits de l'homme, Washington a une nouvelle fois dénoncé «les vraies conséquences du socialisme et du communisme».

L'ex-président démocrate Barack Obama avait renoué des relations diplomatiques avec Cuba en 2015 après un demi-siècle de rupture. Mais à son arrivée à la Maison-Blanche, son successeur républicain Donald Trump a durci le ton et donné un tour de vis aux restrictions imposées à l'économie cubaine.

«A Cuba, une dictature brutale, derrière la façade d'un nouveau dirigeant» après le départ des Castro, «continue de saper les institutions démocratiques, et d'emprisonner et torturer des opposants», a dénoncé John Bolton, critiquant le rapprochement de l'ère Obama.

## Trump suggère que l'armée peut faire feu sur les migrants si besoin

■ Donald Trump a prôné jeudi une ligne dure sur l'immigration, annonçant que les Etats-Unis refuseraient l'asile à toute personne entrant sur le territoire américain en dehors des points légaux d'accès au pays et suggérant à l'armée de faire feu sur les migrants en cas d'agression.

A cinq jours des élections de mi-mandat aux Etats-Unis, cruciales pour le contrôle du Congrès, le président américain a précisé qu'il prendrait un décret en ce sens la semaine prochaine et que les familles de migrants illégaux seraient détenues dans des camps sans être séparées de leurs enfants.

Il a ajouté que sa décision sur cette question de l'asile était totalement légale.

Voilà plusieurs jours que Donald Trump a haussé le ton sur la question de l'immigration clandestine, parlant d'«urgence nationale» pour évoquer l'afflux de migrants d'Amérique centrale. Face aux «caravanes» de migrants, il a fait appel à l'armée et a annoncé que 15 000 hommes pourraient être déployés à la frontière mexicaine.

Le président américain a laissé entendre que les soldats pourraient faire usage de leurs armes en cas d'agression de la part des migrants.

«Les migrants veulent lancer des pierres sur notre armée, notre armée réplique. Nous allons considérer cela, et c'est ce que je leur ai dit, comme si c'était un fusil», a déclaré Donald Trump devant les journalistes à la Maison-Blanche.

Un porte-parole du Pentagone a refusé d'évoquer un potentiel recours à la force de l'armée, tout en précisant que les soldats américains bénéficiaient d'un «droit inhérent à la légitime défense».

Donald Trump a affirmé qu'il était en mesure de réformer par décret le 14<sup>e</sup> amendement de la Constitution américaine régissant le droit du sol, autrement dit l'acquisition de la nationalité américaine pour toute personne née aux Etats-Unis.

Plusieurs constitutionnalistes ont dit que cette déclaration de Donald Trump était contraire à la loi fondamentale des Etats-Unis.

«Les migrants demandant l'asile devront se présenter légalement à un point d'entrée» sur le sol américain, a déclaré le président américain.

«Ceux qui ont décidé d'enfreindre nos lois et d'entrer illégalement ne pourront plus bénéficier des demandes sans condition d'admission automatique dans notre pays», a-t-il ajouté.

Donald Trump a décidé de faire de la question migratoire et de l'identité blanche américaine les thèmes centraux des derniers jours de la campagne des élections de mi-mandat, prévues mardi, afin de mobiliser son électeurat.

Reuters

## Khashoggi : «Quelques semaines» avant de pouvoir sanctionner les responsables, selon Pompeo

■ Le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, a estimé jeudi qu'il faudrait encore «quelques semaines» avant que les Etats-Unis disposent de preuves suffisantes pour pouvoir imposer des sanctions aux personnes responsables de l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi.

«Nous continuons de comprendre la teneur des faits. Nous sommes en train d'examiner la mise en place de sanctions contre les personnes que nous avons été en mesure d'identifier à ce jour - qui ont participé à ce meurtre», a expliqué M. Pompeo sur la radio KMOX.

Mais «cela va nous prendre probablement une poignée de semaines supplémentaires avant que nous ayons assez d'éléments pour réellement mettre ces sanctions en oeuvre, mais je pense que nous serons en mesure d'y arriver», a-t-il ajouté, rappelant que le président Donald Trump a affirmé que «nous allons demander des comptes aux personnes qui ont été impliquées dans la perpétration de ce crime ignoble».

Le parquet turc a dévoilé mercredi les circonstances du meurtre du journaliste saoudien, tué le 2 octobre par «strangulation» dès son entrée au consulat d'Arabie saoudite à Istanbul, avant que son corps ne soit démembré sur place.

M. Pompeo avait estimé peu après cette annonce que «le meurtre, l'assassinat de Jamal Khashoggi dans le consulat en Turquie viole les règles du droit international. Cela est très, très clairement le cas».

Sur la radio américaine, le chef de la diplomatie américaine a relevé que les Etats-Unis avaient «de profondes et longues relations stratégiques avec le Royaume d'Arabie Saoudite et, dans le même temps, le meurtre de Jamal Khashoggi dans le consulat en Turquie est inacceptable».

«Nous ne le cautionnons pas et nous ne permettrons pas qu'il reste sans conséquences», a poursuivi M. Pompeo, soulignant néanmoins que les Etats-Unis avaient «l'intention de s'assurer que ces relations (avec Riyad) restent intactes».

AFP



Ses derniers mots furent : "C'est parti"

# Un Américain exécuté sur la chaise électrique

**Un Américain, qui préférerait mourir par électrocution que par injection létale, a été exécuté sur la chaise électrique jeudi soir dans le Tennessee.**

La mort d'Edmund Zagorski, 63 ans, a été prononcée à 7H26 locales (00H26 GMT vendredi) dans le pénitencier de haute sécurité de Nashville, selon un communiqué des services correctionnels de cet Etat du sud.

La chaise électrique, qui n'est plus autorisée que dans neuf Etats, n'avait pas servi depuis 2013 aux Etats-Unis.

Ses derniers mots furent: «C'est parti», a déclaré son avocat Kelley Henry lors d'une conférence de presse, en décrivant comment son corps avait été sanglé pour éviter qu'il ne se dresse pendant l'électrocution.

«Il a reçu un choc violent avec le courant électrique», a-t-elle ajouté, en précisant que des éponges imbibées d'eau salée avaient été placées sur ses chevilles pour faciliter le passage du courant.

Zagorski avait été condamné à la peine capitale en 1984 dans le Tennessee, pour avoir tué et égorgé deux hommes qu'il avait attirés en promettant de leur vendre de la drogue.

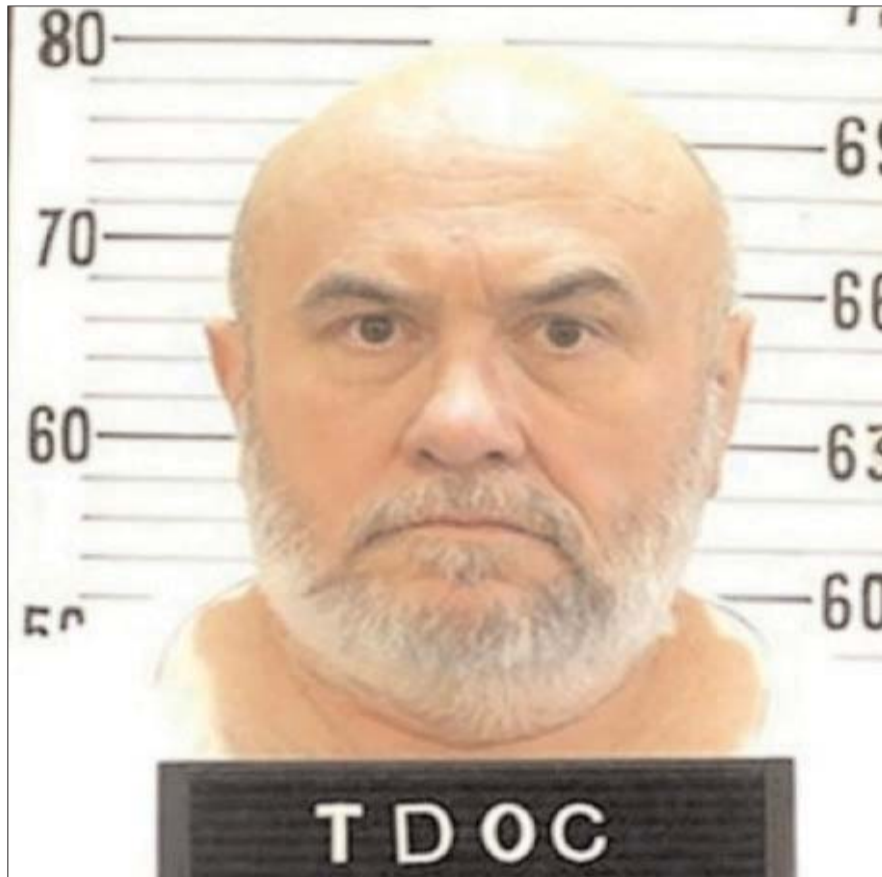
Après 34 ans dans le couloir de la mort, il devait être exécuté en octobre par injection létale mais, à la dernière minute, il avait demandé à passer plutôt sur la chaise électrique.

En cas d'injection, «les 10 à 18 dernières minutes de sa vie seront une horreur absolue» alors que s'il est électrocuté, il ressentira «une douleur insoutenable, probablement pendant 15 à 30 secondes», avaient écrit ses avocats dans leur requête.

Le Tennessee autorisant les personnes condamnées avant 1999 à choisir entre ces deux modes d'exécution, le gouverneur de l'Etat Bill Haslam lui avait accordé un répit pour laisser aux services pénitenciers le temps de préparer la chaise électrique.

L'appareil, qui n'avait alors pas servi depuis 2007 dans cet Etat, «a été testé le 12 octobre», avait précisé jeudi à l'AFP une porte-parole des services pénitenciers du Tennessee, Neysa Taylor.

Pour son dernier repas, Zagorski avait commandé des pieds et de la queue de



cochon, selon les services pénitenciers.

- «L'échec des injections» -

Selon un sondage réalisé en 2015, 54% des Américains jugent que la chaise électrique est une méthode d'exécution «cruelle et inhabituelle».

Elle a été progressivement abandonnée après que des exécutions eurent mal tourné, la tête d'un détenu s'étant notamment enflammée en Floride en 1997.

Avant l'exécution de jeudi soir, elle n'avait été utilisée que pour quatorze exécutions sur près de 900 dans tout le pays depuis 2000.

Dans ce contexte, le «choix» d'Edmund Zagorski «en dit long sur l'échec des injections létales», a commenté pour l'AFP le directeur du Centre d'information sur la peine de mort (DPIC), Robert Dunham, avant la mise à mort.

Les injections létales sont la méthode d'exécution la plus fréquente aux Etats-Unis. Mais elles sont vivement contestées

en raison de défaillances possibles de la drogue utilisée pour anesthésier les condamnés.

Le «choix» d'Edmund Zagorski n'était pas vraiment un, avait relevé M. Dunham. Pour lui, c'était «une conséquence directe de l'exigence macabre de la Cour suprême qui impose aux condamnés à mort de proposer une alternative avant d'évaluer si une méthode d'exécution est cruelle au regard de la Constitution.»

En optant pour la chaise électrique, Edmund Zagorski avait en effet précisé ne pas être favorable pour autant à l'électrocution. «Je ne veux pas être soumis à la torture de l'injection», avait-il écrit aux autorités, mais «je considère que l'injection létale et l'électrocution violent toutes les deux mes droits».

Jeudi il avait tenté un dernier recours devant la plus haute juridiction du pays, mais les juges ont rejeté sa demande.

AFP

## Crise au Sri Lanka Défiant le président, le Parlement convoqué la semaine prochaine

■ Le président du Parlement sri-lankais a ordonné vendredi la tenue d'une session parlementaire la semaine prochaine pour tenter de dénouer la crise politique, défiant le président Maithripala Sirisena, partisan d'une suspension de l'assemblée.

Depuis le limogeage surprise il y a une semaine du chef du gouvernement Ranil Wickremesinghe et son remplacement par Mahinda Rajapakse, le Sri Lanka se retrouve de fait avec deux Premiers ministres rivaux. M. Wickremesinghe dénonce ce renvoi comme inconstitutionnel et s'accroche au pouvoir.

«Le président du Parlement a rencontré une majorité de députés à une réunion de comité et promis qu'il ouvrirait le Parlement le 7 novembre», a indiqué à l'AFP le porte-parole de Karu Jayasuriya, troisième personnage de l'Etat dans l'ordre protocolaire.

Ranil Wickremesinghe réclame une session du Parlement pour prouver qu'il y détient toujours la majorité, malgré la suspension de l'assemblée par le président Sirisena jusqu'au 16 novembre.

La confusion a régné jeudi autour de ce dossier. Une réunion du Parlement avait d'abord été annoncée pour lundi, suite à une concession obtenue par le président de l'assemblée auprès du chef de l'Etat. Mais dans la soirée, le parti du président a finalement déclaré que l'institution resterait suspendue.

«J'ai vu votre requête de passer outre les actions du président. J'ai reçu nombre d'appels de diplomates et de groupes de la société civile pour intervenir et mettre fin à cette crise», a déclaré Karu Jayasuriya aux 118 parlementaires qu'il a rencontrés.

Le United National Party (UNP), formation de M. Wickremesinghe, accuse le camp adverse de vouloir laisser le Parlement fermé le plus longtemps possible pour avoir le temps de marchander des défections.

Nommé nouveau chef de gouvernement, Mahinda Rajapakse, l'ex-président et homme fort (2005-2015) de cette nation à majorité bouddhiste de 21 millions d'habitants, a d'ores et déjà annoncé une partie de son propre gouvernement. Ses partisans ont pris le contrôle de médias publics.

«Il est clair que Rajapakse n'a pas les chiffres au Parlement pour justifier sa nomination au poste de Premier ministre», a dénoncé Harsha de Silva, porte-parole de l'UNP. «Ils essayent de s'extirper de cette crise.»

Agence

Accident d'avion en Indonésie

## Les plongeurs continuent de repêcher des débris

Sièges, roues, morceaux de fuselage... Les autorités indonésiennes continuaient vendredi de repêcher des débris du vol de Lion Air qui s'est abîmé en mer lundi avec 189 personnes à bord, espérant aussi faire parler de ses boîtes noires.

Les équipes de recherches sondent depuis lundi les fonds de la mer de Java, où a plongé le Boeing 737 MAX 8 de la compagnie à bas coût qui était entré en service il y a seulement quelques mois. Peu avant l'accident, l'équipage avait demandé au contrôle aérien l'autorisation de revenir à Jakarta, d'où il avait décollé une dizaine de minutes plus tôt.

Il avait pour destination Pangkal Pingang, localité de transit pour les touristes désireux de profiter des plages de l'île voisine de Belitung.

«Nous allons commencer aujourd'hui à plonger sur le lieu où nous pensons que l'avion s'est abîmé», a déclaré Iswarto, commandant de la division de recherches de la marine indonésienne.

«Il y a beaucoup de petits débris, des

roues de l'avion, des sièges... Tous sont en pièces», a-t-il ajouté.

Les plongeurs fouillent une zone d'une profondeur de 25 à 35 mètres, mais retrouvent moins de morceaux de corps qu'en début de semaine.

«Ils sont dispersés partout, et certains ont peut-être été emportés par les courants.»

### Tests ADN

Les autorités, qui ont exclu la possibilité de retrouver des survivants, avaient annoncé que près de 50 sacs mortuaires contenant des membres humains avaient été remplis. Les dépouilles sont envoyées à l'hôpital pour des tests ADN.

Des chaînes de télévision ont montré des plongeurs arrimant des cordes autour de débris d'avions tordus jonchant les fonds.

Jeudi, les autorités avaient annoncé avoir retrouvé une des deux boîtes noires, ainsi qu'une partie du train d'atterrissage de l'avion. La récupération d'une des boîtes

noires est un motif d'espoir pour ceux qui veulent comprendre les raisons de cette catastrophe. A en croire les experts en aéronautique, 90% des accidents aériens sont expliqués par ces dispositifs qui peuvent enregistrer des informations de vol, de même que les conversations entre pilotes.

Le Boeing qui s'est écrasé est un des avions civils les plus récents au monde.

Des experts du constructeur américain et de l'administration américaine du transport aérien ont rejoint les équipes indonésiennes passant au crible les débris et objets ramassés.

Les funérailles d'un premier passager ont eu lieu jeudi. Mais un grand nombre de dépouilles doivent toujours être récupérées. En atteignant le gros de la carlingue, les plongeurs pourraient découvrir les corps de passagers toujours attachés à leur siège.

Selon Lion Air, l'appareil avait été mis en service en août. Le pilote et le copilote totalisaient plus de 11.000 heures de vol et avaient passé récemment des examens

médicaux et des tests de dépistage de drogue.

La compagnie, qui a été impliquée dans plusieurs incidents dont le plus grave, en 2004, avait fait 26 morts, a reconnu que l'avion avait subi un dysfonctionnement technique sur un vol précédent. Des questions se posent sur l'éventualité de défauts spécifiques à ce nouveau modèle d'avion, dont de possibles problèmes de mesures de l'altitude et de la vitesse.

L'accident aggrave en tout cas la réputation d'insécurité du secteur aérien indonésien qui est en pleine croissance. Des compagnies indonésiennes ont été un temps interdites de ciel européen et américain.

L'archipel d'Asie du sud-est, qui compte 17.000 îles et îlots, est très dépendant des liaisons aériennes et les accidents sont fréquents.

L'Indonésie a ainsi enregistré près de 40 accidents ayant fait des morts ces 15 dernières années.

AFP



Les fabuleux contes et légendes d'Alger

# Un ouvrage sur la Casbah vue autrement

Dans son dernier ouvrage *Les fabuleux contes et légendes d'Alger*, Mohamed Benmeddour invite le lecteur à remonter le temps et l'embarque pour un voyage à travers l'histoire de la Casbah d'Alger, à la découverte de la culture de l'antique médina et de l'imaginaire des habitants qui la peuplent depuis les âges reculés.



**P**aru à l'occasion du 23<sup>ème</sup> Salon international du livre d'Alger (Sila) ouvert jusqu'au 10 de ce mois, l'ouvrage paru aux éditions Colorset est un recueil de 48 contes illustrés de photos, peintures et gravures d'époque.

Plusieurs contes choisis par l'auteur retracent la vie du Saint Patron de la ville d'Alger, Sidi Abderrahmane El Thaâli (1384-1471) et

reviennent par des fables sur la sagesse et la générosité de cette figure emblématique de la Casbah.

Dans cette partie consacrée au saint homme vénéré par les Algérois, le lecteur découvrira avec bonheur d'anciennes photographies et des peintures représentant son mausolée.

Cette figure historique sert également de

fil conducteur pour évoquer, dans le présent ouvrage, plusieurs autres saints hommes auxquels s'identifie la Casbah, à l'instar de Sidi M'hammed Benaouda.

Aux côtés des légendes de Sidi Flih, Sidi Bougdour et l'incursion de la flotte espagnole, Sidi Brahim El Ghobrini le gardien de la mer, ou encore l'homme des bâtons magiques, Ouali Dada, l'auteur propose

d'autres récits plus populaires comme celle du canon protecteur Baba Merzoug, la légende de Dar El Ghoula (la maison de l'ogresse), une demeure dont il ne subsiste que les ruines.

Dans *Les fabuleux contes et légendes d'Alger*, les histoires de la princesse Zafira et de Fatima El Maâkra (La Fardée), côtoient les légendes de noms célèbres, intimement liés à l'histoire de la Casbah d'Alger, à l'image du dey Hassan Pacha, du raïs étranger Ali Betchine, de Raïs Hamidou et autres Aroudj.

La «fête des fèves», «les célébrations de l'amirauté» ou encore les hadra des gnawa (dances et chants mystiques), autant de coutumes, traditions et croyances populaires soigneusement répertoriées et restituées par l'auteur du recueil, au grand bonheur des lecteurs soucieux de préserver le patrimoine immatériel de la Casbah d'Alger, à défaut de le voir retrouver un jour son lustre d'antan.

*Les fabuleux contes et légendes d'Alger* se distingue par des détails historiques vérifiés et des localisations précises qui permettent au lecteur de se situer dans la période et les lieux qui ont vu se dérouler les faits et d'identifier les personnages.

Diplômé de l'École d'architecture et des beaux-arts, Mohamed Benmeddour est chercheur spécialisé dans le patrimoine matériel et immatériel.

Il a déjà publié une quarantaine d'ouvrages, dont *Casbah d'Alger, patrimoine en péril* paru en 2016. Il également produit plusieurs émissions de télévision et de radio consacrées au patrimoine culturel algérien.

Bilal L.

Prix Al-Multaqa de la nouvelle

## Mohamed Djaâfar inscrit à la short-list

■ L'écrivain algérien, Mohamed Djaâfar, a figuré sur la short-liste du prix Al-Multaqa de la nouvelle grâce à son recueil *Ibtikar El'alem* (La douleur inventée), paru aux éditions Al-Ikhtilaf (Algérie) et *Al Dhifaf* (Liban).

La short-list relative au prix d'Al Multaqa qui a été dévoilée jeudi comprend outre, Mohamed Djaâfar, les deux irakiens Mohamed Saïd Rahim et Dia Djebili ainsi que l'écrivaine égyptienne Mansoura Azzeddine et Belkis El-Melhem de l'Arabie Saoudite.

Le recueil de Mohamed Djaâfar a été sélectionné parmi 197 recueils présentés à ce concours.

Par ailleurs, le lauréat de ce prix sera connu le 1<sup>er</sup> décembre prochain lors d'une cérémonie qui sera organisée au niveau de l'université américaine au Kuwait en présence des cinq candidats.

Fondé en 2015 par l'université américaine au Kuwait et la Fondation de la rencontre culturelle présidée par Taleb Rifai, ce prix a été lancé en réaction à la dominance du roman depuis la création du prix Poker au détriment de la nouvelle.

Pour rappel, Mohamed Djaâfar est un romancier et nouvelliste qui a, à son actif, de nombreux ouvrages qui ont fait écho sur la scène littéraire, à l'instar de *Maydan El-Silah* (Champ de tir), *Hadhyan Naouakis El-Kyama* (Délire des trompettes du jour de la résurrection), *Mazamir el-Hadjar* (Les flûtes de la pierre) et d'un recueil de nouvelles *Toukous Imraa la tanam* (Rituels d'une femme qui ne dort pas).

G. K.

23<sup>ème</sup> Sila

## L'histoire du GPRA en débat entre spécialistes

**L**a création du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) et son travail diplomatique pour l'indépendance de l'Algérie, était au cœur d'une table ronde, organisée jeudi à Alger, en présence d'historiens algériens et étrangers.

Organisée par le Salon international du livre d'Alger, ouvert mardi, cette table ronde a été animée par l'historien Abdelmadjid Merdaci, l'ancien diplomate Mohamed Khelladi, l'historien chinois, Xin Deyong, et l'historien américain, Matthew Connelly.

Abdelmadjid Merdaci, auteur du livre *GPRA un mandat historique* est revenu sur la genèse du GPRA, créé en 1958, qu'il considère comme une «émanation des orientations politiques» du congrès de la Soummam de 1956, à partir de la proposition de Hocine Aït Ahmed (une des six personnalités du FLN historique) en 1957 et des différentes réunions qui ont donné une organisation structurée en départements, chargés de préparer ce gouvernement, affirme-t-il.

L'historien algérien est également revenu sur le choix de Ferhat Abbas comme président du GPRA, précisant que d'autres noms avaient été proposés : Mohamed Lamine Debaghine «refusé» par les leaders de la

Révolution emprisonnés en France, et le nom de Krim Belkacem «rejeté» par Abdelhafid Boussouf et Lakhdar Bentobal (tous deux membres du Comité de coordination et d'exécution, CEE), avant que le nom de Ferhat Abbas ne s'impose comme «personnalité modérée et apte à la négociation».

L'ancien moudjahid et ex-diplomate Mohamed Khelladi a estimé, de son côté, que la création du GPRA est le fruit de l'«adhésion massive de l'élite politique et intellectuelle» algérienne à la cause de l'indépendance portée par un Front de libération national (FLN) qui venait d'atteindre sa «maturité» après le congrès de la Soummam.

Pour lui, la création du GPRA, qualifiée de «forte résonance» du congrès de la Soummam, était la «seule issue politique» pour faire sortir l'Algérie de l'isolement dans lequel elle vivait, en raison d'un voisinage immédiat entièrement occupé par la France coloniale, a-t-il analysé.

Abordant le travail diplomatique du GPRA, l'historien américain Matthew Connelly, chercheur en histoire de la décolonisation, a expliqué la stratégie diplomatique de Hocine Aït Ahmed, adoptée par le GPRA. Celle-ci, dit-il, consistait à trouver un «équi-

libre» entre les pays socialistes et l'Occident, tout en exploitant la place que pourrait occuper l'Algérie indépendante dans un contexte de guerre froide.

L'historien a également évoqué le refus des Etats-Unis d'apporter un appui militaire à la France par crainte, dit-il, d'une «débâcle semblable à celle de l'Indochine». Ce refus, estime-t-il, est à l'origine de la «tension significative» dans les relations entre ces deux pays. Il a également expliqué que les actions menées en Algérie, comme la «Bataille d'Alger», étaient destinées à renforcer le travail des représentants algériens pour remporter la bataille aux Nations unies. Outre qu'il ait «beaucoup affaibli» la diplomatie française à l'ONU, ce travail a permis de briser le tête-à-tête entre la France occupante et le FLN dans sa guerre pour l'indépendance de l'Algérie, devenue, de fait, une question prise en charge par la communauté internationale.

Ouvert au public depuis mardi, le 23<sup>ème</sup> Sila, ouvert jusqu'au 10 novembre à la Safex (Palais des expositions des Pins maritimes), organise des rencontres thématiques en marge de l'exposition rassemblant des éditeurs de 47 pays.

Bilal L.



## PAROLES DE FEMMES

«L'esprit cherche et c'est le cœur qui trouve.»

George Sand



## FEMMES

ILS ONT DIT :

«Mathématiques : dessèchent le cœur.»

Gustave Flaubert

ACTU-FEMMES Page animée par Tinhinan

# Meghan Markle : toutes ces habitudes de Lady Diana qu'elle a fait siennes



**Meghan Markle est classe, intelligente et belle. Autant de qualités qui la rapprochent de sa belle-mère, Lady Di. Mais les ressemblances entre l'ancienne actrice et la princesse de Galles ne s'arrêtent pas là. Décryptage.**

Lady Diana serait fière de Meghan Markle qui, enceinte de plus de 3 mois, vient de terminer son tour des Antipodes avec succès. Non seulement l'épouse de son fils cadet marche dans ses pas depuis le royal wedding, mais elle semble également y prendre du plaisir, autant dans sa vie de tous les jours que lors de ses (très nombreuses) représentations publiques. Une ressemblance troublante qui commence à faire parler d'elle. Comme le rapporte *Le Mirror*, la duchesse de Sussex aurait même été affublée d'un surnom qui en dit long dans les couloirs du château : «Di 2». Il faut dire que les similarités entre les deux femmes sautent aux yeux... En premier lieu, l'élégance de Meghan, qui rivalise avec celle de la défunte princesse de Galles : grâce à sa classe naturelle, elle sait se mettre en valeur sans trop en faire et n'hésite pas non plus à emprunter pour certaines occasions des bijoux de Diana pour lui rendre hommage. Meghan est également, tout comme sa belle-mère l'était, très engagée dans des oeuvres caritatives. La duchesse de Sussex a une envie inconditionnelle d'aider les autres, comme dernièrement en Nouvelle-Zélande, quand elle a demandé à ce que des tranches de gâteau soient amenées aux enfants qui l'attendaient à la sortie d'un café. Il faut dire qu'en règle générale, la jeune femme de 37 ans est très proche des jeunes enfants, qu'elle n'hésite pas à reconforter et à les prendre dans ses bras quand ils en ressentent le besoin. Les photos de Diana étreignant des bambins pendant ses déplacements tout autour du monde sont légion. Ces petits gestes étaient la marque de Lady Di, une femme qu'elle admire depuis très longtemps, bien avant de se mettre en couple avec le prince Harry. C'est du moins que rapporte l'une de ses amies d'enfance : Meghan Markle serait fascinée par la princesse de Galles depuis la lecture de Diana : sa vraie histoire, biographie d'Andrew Morton. Après avoir reposé ce livre, l'engouement ne l'a jamais lâchée. Désormais mariée à son fils, il est donc tout naturel pour elle de lui rendre hommage en marchant dans ses pas.

## BEAUTÉ

## Consommez du calcium pour vivre plus longtemps !



Les résultats de l'enquête ont démontré que la consommation quotidienne de suppléments de calcium est associée à un moindre risque de décès pour les femmes. La dose parfaite serait 1.000 mg par jour. En revanche, cet apport en calcium n'aurait aucun effet sur les hommes. La supplémentation en calcium doit être impérativement contrôlée par un médecin. Préférez modifier vos apports naturels de calcium dont les effets sont aussi probants que la supplémentation. Qui, elle peut augmenter le risque de problème cardiaque. Les résultats de cette étude sont publiés dans le *Journal of Clinical Endocrinology & Metabolism*.

**B**onne nouvelle pour les femmes, une alimentation riche en calcium permet d'augmenter leur durée de vie. Yaourts à volonté ! Une étude des chercheurs de l'université McGill révèle que des apports journaliers en calcium et jusqu'à 1.000 mg par jour limitent les risques de décès pour les femmes.

Le calcium est un nutriment essentiel pour les os et doit être consommé régulièrement pour être en bonne santé. Mais, de précédentes recherches avaient montré que la supplémentation en calcium pouvait être associée à un risque élevé de maladie cardiaque. Lisa Langsetmo, chercheur associé à l'université McGill et David Goltzman, Professeur au Département de médecine McGill ont mené des recherches à partir des données de 9.033 Canadiens suivis durant 12 ans et participant à la cohorte Canadian Multicentre Osteoporosis Study (CaMos) sur les effets d'une supplémentation en calcium sur le risque de décès. Pendant cette étude, 1.160 participants sont morts.

## FORME

## Le chocolat, la nouvelle arme contre le surpoids ?

Le chocolat, nous le savons déjà, est très bon pour la santé. Il nous permet non seulement de rester en forme et d'être de bonne humeur, il est bourré de magnésium, mais également d'augmenter notre mémoire. Et ce n'est pas tout : le chocolat serait une arme efficace pour lutter contre l'obésité et le diabète. Ce n'est pas moi qui le dis, c'est la très sérieuse université de Pennsylvanie ! Pour arriver à cette conclusion, des chercheurs américains ont mené une étude pendant dix semaines sur des souris, rapporte la dernière édition de *European Journal of Nutrition*. Alors qu'elles étaient toutes nourries avec un régime riche en graisse, les scientifiques ont administré à certaines d'entre elles plusieurs cuillères à soupe de cacao en poudre. Verdict ? Ces souris ont présenté moins d'inflammations liées à l'obésité que les autres. De tels résultats viennent par ailleurs corroborer ceux d'une première étude réalisée par la même université en 2011 : en effet, les chercheurs avaient cette fois-ci constaté que le cacao permettait de bloquer l'assimilation des glucides et des lipides. Cependant, avant de nous réjouir trop vite, il faut prendre en compte un petit détail. Non, manger une tablette de chocolat n'est pas le remède miracle pour perdre du poids. Non, se gaver de gâteaux au chocolat devant un film ne va pas nous aider à avoir une silhouette parfaite. En fait, les chercheurs américains ont administré chaque jour aux souris l'équivalent de... 4 tasses de chocolat chaud. Comme quoi, il n'y a pas que le verre de vin qui nous éloignerait du médecin.

## ZEN ATTITUDE

## Comment méditer en trois étapes ?

**P**our lutter contre le stress, la méditation est très efficace. Cette pratique n'est pas réservée aux initiés et chacun peut apprendre à méditer. Voici une petite séance de méditation en 3 étapes.

### ETAPE N°1 : EVACUEZ LES PENSÉES NÉGATIVES

Adoptez une position où vous vous sentez à l'aise. Assis, allongé, peu importe. Vous devez vous sentir bien. Fermez les yeux. Relâchez vos muscles et laissez votre corps subir la pesanteur, comme si vous vous enfoncez dans le sol. Inspirez profondément et expirez lentement jusqu'à la fin de votre souffle. A chaque expiration, chassez une pensée négative. Une fois toutes les mauvaises pensées évacuées, pensez à un lieu



agréable pour vous. A ce moment-là, concentrez-vous uniquement sur votre souffle et laissez-vous aller. Ne pensez ni au passé, ni au futur, mais seulement au moment présent dans ce lieu agréable.

### ETAPE N°2 : CONCENTREZ-VOUS SUR VOTRE SOUFFLE

Continuez à inspirer et à expirer sans trop forcer. Essayez d'imaginer la circulation de l'air dans votre corps et concentrez-vous dessus. Si vous avez du mal à vous concentrer, c'est normal au début. Ne vous énervez pas et refaites l'exercice à nouveau en focalisant bien toute votre attention sur votre souffle. L'idée c'est vraiment d'être attentive à votre corps et de le ressentir.

### ETAPE N°3 : APPRÉCIEZ LA SENSATION DE BIEN-ÊTRE

Peu à peu, vous allez sombrer dans un état de «veille» et vous laissez doucement aller dans un demi-sommeil.

Au bout de quelques minutes, quand vous ressentirez vraiment une sensation de bien-être. Etirez-vous et profitez de ce sentiment de calme. Ouvrez les yeux. La séance de méditation est terminée.



## Les DÉBATS

Quotidien national  
d'information

Edité par la SARL  
MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43



## SPORTS

Championnat arabe des nations de Volley-ball (5e journée)

## Victoire de l'Algérie face à la Jordanie

■ La sélection algérienne de volley-ball s'est imposée face à son homologue jordanien sur le score de 3 sets à 0 (25-14, 25-18, 25-11), en match comptant pour la 5e journée du Championnat arabe des nations (messieurs), disputé jeudi au Caire (Egypte).

C'est le deuxième succès du Six national dans la compétition, après celui obtenu lors de la 1re journée face à l'Irak (3-1), contre trois défaites respectivement face à l'Egypte, au Bahreïn et à Oman sur le même score de 3 sets à 1. Le premier match de la journée a enregistré la victoire du Bahreïn face à l'Irak (3-2), alors que le 3e match oppose l'Egypte à la Palestine à partir de 19h00.

L'Algérie, exemptée de la 6e journée prévue vendredi, jouera son dernier match face à la Palestine samedi à 14h00 (heure algérienne). Le tournoi se joue en mini-championnat (une seule poule) dont le premier au classement sera sacré champion.

Judo

## Mustapha Mabed, un monument s'en va

■ Mustapha Mabed, expert en judo, 6e dan, et président du Judo Club d'El Harrach, est décédé jeudi dernier des suites d'une longue maladie. Le défunt était connu pour sa grande passion pour le judo qui l'a poussé à mettre à profit toutes ses connaissances au profit de la jeunesse harrachienne et au JCH qui était devenu un véritable vivier de champions, où de champions nationaux et internationaux ont fait leur premier pas.

C'était le club formateur par excellence, mais dans le même temps un club au riche palmarès sous la conduite de Mabed qui dirigeait avec tact cette formation. Mabed a aussi collaboré dans certains titres de la presse nationale, à l'image d'Olympique et Planet Sport où il écrivait principalement sur sa discipline préférée.

Le Judo algérien a perdu en la personne de Mabed un véritable monument de la discipline. La rédaction sportive du Jour d'Algérie tient à présenter ses sincères condoléances à la famille du défunt mais aussi à la famille du judo algérien. Puisse Dieu l'accueillir en son vaste paradis.

Super-Coupe d'Algérie de football 2018

# L'USM Bel-Abbès s'adjuge le trophée



L'USM Bel-Abbès a remporté la 12e édition de la Super-Coupe d'Algérie de football, en battant le CS Constantine sur le score de 1-0, jeudi au stade Mustapha-Tchaker de Blida.

L'unique but de la partie a été inscrit par Lamara à la 90e+4 sur penalty, après fauchage de Seguer dans la surface de réparation par Chahrour. L'USMBA, qui succède au palmarès de l'épreuve à l'ES Sétif, remporte ainsi le premier titre de la saison footballistique 2018-2019. Le match était, certes, terne, mais cela est compréhensible eu égard aux conditions météorologiques difficile avec une pluie torrentielle qui a empêché la circulation du ballon. Le jeu était équilibré avec des actions de part et d'autres,

sachant que les deux formations souhaitaient se révolter et décrocher ce trophée pour soigner leur image après un début difficile en championnat étant donné que les deux équipes qui avaient réussi un parcours très honorable la saison dernière, se retrouvent en des conditions difficiles. Toutefois, la formation de la «Mekera» était dans une situation plus difficile avec déjà la démission de son président, Hasnaoui, et ensuite le limogeage de son coach, le Tunisien, Moez Bouakaz.

L'arrivée de Youcef Bouzidi a boosté l'équipe qui joue, désormais, avec plus de grinta et qui tente d'aller de l'avant pour tenter de se refaire une santé. Ce titre est arrivé à point nommé pour les coéquipiers de Bounoua qui se révoltent et

tentent de faire oublier à leurs fans les déconvenues du début de la saison. Il est clair, qu'avec ce titre en poche, les Vert et Rouge montreront un meilleur visage en championnat et tenteront de prouver que ce qui s'est passé n'est qu'un passage à vide et qu'ils sont capables d'aller de l'avant et pourquoi pas de se relancer en championnat surtout qu'ils devront jouer la phase retour en force et jeteront toutes leurs forces dans la bataille pour aller de l'avant.

Imad M.

Arabie Saoudite

## Belkaroui et Chenihi buteurs en Saudi Pro League

■ Si plusieurs Algériens étaient sur les terrains saoudien cet après-midi, cela n'était pas le cas de M'Bolhi dont la blessure au genou inquiète aussi bien son club que probablement le staff de l'EN. Toutefois deux compatriotes se sont illustrés aujourd'hui en marquant.

C'est tout d'abord Ibrahim Chenihi qui a marqué pour Al Fateh permettant d'égaliser face à Al

Feiha, l'attaquant algérien place une tête pleine de puissance qui trompe le gardien colombien Garzon.

Al Fateh prendra un but assassin à la toute fin de match pour finalement concéder la défaite sur son terrain, une contre performance malheureuse pour la défense d'Al Fateh et Mohamed Naamani qui a joué toute la rencontre.

Championnat d'Afrique-2022 de Handball à Laayoune occupée

## Le président de la FAHB convoqué, une enquête sera ouverte

■ Le président de la Fédération algérienne de handball (FAHB), Habib Labane, a été convoqué pour donner sa version des faits concernant la prétendue décision de la Confédération africaine d'autoriser le Maroc à organiser le Championnat d'Afrique des nations en 2022 à Laayoune (Territoires sahraouis occupés), a indiqué le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab.

«Nous avons convoqué Habib Labane pour entendre sa version et une enquête sera diligentée pour plus d'informations concernant le prétendu vote de l'Algérie en faveur de Laayoune occupée. Nous allons prendre les décisions qui s'imposent. Il y a une ligne rouge à ne pas franchir surtout qu'il s'agit des principes fondamentaux de l'Etat algérien», a déclaré à la presse M. Hattab lors d'une visite de travail dans la wilaya d'Alger.

Cette décision intervient suite au communiqué qu'aurait diffusé la Fédération royale

marocaine de handball (FRMHB) soulignant que «l'Algérie était parmi les pays» qui ont voté pour l'attribution du Championnat d'Afrique des nations-2022 à la ville sahraouie Laayoune occupée.

Le président de la FAHB, Habib Labane, s'est dit «serein», expliquant qu'il «n'y a jamais eu de vote vendredi dernier à Abidjan tout simplement parce que le Maroc était seul candidat pour le rendez-vous de 2022, donc il est de facto l'hôte de l'événement.»

«J'étais présent en Côte d'Ivoire pour le congrès de l'instance continentale en tant que délégué technique de la CAHB et non pas en tant que représentant de l'Algérie», a-t-il souligné.

Pour Labane, le «document qui est en train de circuler sur les réseaux sociaux est un faux. Les Marocains n'ont jamais publié un tel communiqué, d'ailleurs il est inexistant sur le site internet de leur fédération et leur page face-

book. C'est tout simplement une affaire fabriquée visant la FAHB dont la relance dérange certains».

Le patron de la FAHB a rappelé que c'est «grâce à son intervention» auprès de la CAHB que le GS Pétroliers a pu participer au dernier Championnat d'Afrique des clubs en Côte d'Ivoire, au terme duquel il a pris la troisième place, après que les Marocains eurent tenté d'engager une équipe de Smara occupée.

«Pour que tout le monde sache, la CAHB connaît notre position et celle de l'Algérie, elle ne permettra jamais le déroulement d'une telle compétition dans un territoire occupé. Et même si un jour elle le fera —on est dans le conditionnel je précise—, l'Algérie n'y prendra jamais part. Au lieu de faire la promotion du Championnat d'Afrique 2024 qui aura lieu chez nous et qui sera qualificatif aux Jeux Olympiques, on est en train de le faire pour un autre pays, c'est dommage», a-t-il conclu.

Coupe d'Afrique des nations de Tennis

## Hakim Fateh désigné arbitre principal

■ L'Algérien Hakim Fateh, détenteur du Silver Badge, a été désigné par la Confédération africaine de tennis (CAT) comme juge-arbitre de la Coupe d'Afrique des nations, prévue, du 5 au 10 novembre courant à Gaborone (Botswana).

«Je suis très heureux d'être désigné par l'instance continentale pour officier ce rendez-vous important. C'est toujours un honneur de représenter son pays et que l'arbitrage algérien soit présent dans les rendez-vous sportifs importants. Je ferai de mon mieux pour être à la hauteur de la confiance placée en ma personne par la Fédération algérienne de tennis (FAT) et la CAT», a indiqué Fateh.

Le natif d'Oran (44 ans) estime que cette «désignation» permettra aux arbitres algériens de croire en leur qualités pour atteindre le sommet de l'arbitrage mondial.

«Cette désignation prouve que l'arbitrage algérien est bel et bien présent sur la scène continentale et mondiale. Je profite de cette occasion pour lancer un appel à tous les officiels et arbitres algériens de croire en leur potentiel pour atteindre le sommet», a ajouté Fateh, ancien président de la Ligue oranaise de tennis.

Ce rendez-vous continental sera doté d'un prize money de 20.000\$ et regroupera les meilleures raquettes africaines.

Pour rappel, Fateh Hakim a déjà marqué sa présence plusieurs fois dans les tournois du grand chelem, notamment Roland-Garros (Paris - France) et Wimbledon (Londres - Angleterre). La Coupe d'Afrique des nations (messieurs et dames) verra la participation du Botswana, Burkina Faso, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Kenya, Madagascar, Maroc, Afrique du Sud, Seychelles, Zimbabwe et la Tunisie.





Algier  
Ensoleillé  
Min 14 °C  
Max 28 °C



Oran  
Ensoleillé  
Min 12 °C  
Max 29 °C



Annaba  
Ensoleillé  
Min 15 °C  
Max 28 °C

http://www.lesdebats.com

Pour sa première visite en Russie

## Poutine reçoit le président cubain

Vladimir Poutine a reçu hier au Kremlin le président cubain Miguel Diaz-Canel, qui effectue sa première visite à son allié russe depuis son arrivée au pouvoir en avril, au moment où Washington menace La Havane de nouvelles sanctions.

«Les relations entre la Russie et Cuba ont porté dès le début un caractère particulier, un caractère stratégique», a déclaré M. Poutine en recevant M. Diaz-Canel. «Nous sommes liés par l'amitié et le soutien mutuel», a-t-il souligné. La Russie «va faire tout son possible» pour «renforcer» les relations russo-cubaines, avait déjà assuré la veille le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov. L'Union soviétique a longtemps fait figure de soutien indéfectible militaire et économique de Cuba face aux Etats-Unis, avant que sa chute ne provoque une fracture que Moscou et La Havane tentent aujourd'hui de combler avec un rapprochement de plus en plus marqué. Lorsque Miguel Diaz-Canel a succédé à Raul Castro en avril, Vladimir Poutine s'était dit «prêt à travailler ensemble de manière étroite pour renforcer davantage le partenariat stratégique et une coopération constructive dans tous les domaines». Accompagné de son chef de la diplomatie Bruno Rodriguez, Miguel Diaz-Canel est arrivé à Moscou jeudi soir pour une visite de trois jours, alors que Washington a indiqué cette semaine vouloir durcir les sanctions contre La Havane, accusé de faire partie avec le Venezuela et le Nicaragua d'une «troïka de la tyrannie». Il s'est entretenu hier matin avec le président de la Douma (chambre basse du Parlement russe) Viatcheslav Volodine. «La politique de Cuba à l'égard de la Russie reste inchangée», a assuré M. Diaz-Canel, lors de cette rencontre, selon ses propos cités par l'agence officielle russe, TASS. Il était attendu au Kremlin dans l'après-midi pour des pourparlers visant à renforcer les échanges commerciaux entre Moscou et La Havane et les liens économiques, selon M. Peskov. La coopération militaire sera également au menu de discussions, a-t-il précisé, sans plus de détails, en expliquant qu'il s'agissait d'un sujet «très sensible». Selon le journal russe *Kommersant*, la Russie pourrait octroyer à Cuba un prêt de plus de 50 millions de dollars pour l'achat d'armements. Selon les agences de presse russes, plusieurs contrats parmi lesquels celui sur la modernisation des chemins de fer cubains devraient être signés dans le cadre de la visite de Miguel Diaz-Canel en Russie.

En mai 2016, M. Diaz-Canel, alors premier vice-président cubain, s'était déjà entretenu avec M. Poutine au Kremlin. L'ancien président cubain, Raul Castro, s'est rendu en Russie en 2015, alors que Vladimir Poutine s'est rendu à Cuba en 2014 pour rencontrer Raul et Fidel Castro.

AFP

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

AFFAIRE KHASHOGGI : LES SAUDIENS ONT DE SOLIDES ARGUMENTS



Maroc

## Régression patente des droits humains



L'Association marocaine des droits de l'homme (Amdh) a dénoncé dans un rapport, publié jeudi, une «régression patente des droits humains» au Maroc, qui a touché de nombreux mouvements sociaux et plus particulièrement le Hirak du Rif dans le nord du Royaume.

Dans son rapport couvrant 2017 et une partie de 2018, cité par des médias, l'Amdh, la plus importante ONG de défense des droits de l'homme du Maroc dénonce la «répression qui a touché de nombreux mouvements

sociaux, particulièrement le Hirak du Rif» dans le nord du Royaume. Les mouvements de fronde sociale contre les conditions de vie difficiles se sont multipliés ces deux dernières années dans des régions marocaines déshéritées. Le plus important, appelé Hirak, a agité en 2016-2017 la région historiquement front-deuse du Rif marocain. Ses meneurs ont été arrêtés et condamnés en juin à de lourdes peines allant jusqu'à 20 ans de prison. Le rapport affirme que le nombre total de détenus et de personnes poursuivies en raison de «leurs opinions critiques» ou

de «leurs activités au sein des mouvements de protestation», y compris dans le Rif, a «dépassé 1 020».

Evoquant une «augmentation considérable du nombre de détenus politiques», le président de l'Amdh, Ahmed El Hajj, a précisé que ce nombre incluait des militants qui ont, entre-temps, été innocentés. Dans son bilan, l'Amdh déplore par ailleurs le «faible engagement» de l'Etat dans «la lutte contre la torture», et s'inquiète d'une «recrudescence des violations systématiques du droit d'organisation, de création d'associations et de manifestation pacifique».

Le rapport dénonce enfin une «diffamation qui s'est généralisée» contre les «opposants, activistes et journalistes indépendants» ainsi qu'un «acharnement systématique contre les défenseurs des droits humains», y compris l'Amdh.

K. M.

Lutte contre la criminalité

## Arrestation de 14 orpailleurs au sud du pays

Quatorze orpailleurs et trois contrebandiers ont été arrêtés mercredi, des denrées alimentaires et divers autres matériels ont été saisis dans différentes wilayas du sud du pays par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), a indiqué jeudi, le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'Armée nationale populaire ont intercepté, le 31 octobre 2018, lors d'opérations distinctes menées à Bordj Badji Mokhtar, In Guezzam et Tamanrasset (6<sup>ème</sup> Région militaire), 14 orpailleurs et saisi quatre détecteurs de métaux, trois marteaux-

pickers, trois groupes électrogènes, sept véhicules tout-terrain et des substances et des équipements de détonations, comme ils ont arrêté trois contrebandiers et saisi 5,4 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande», a précisé la même source. A Tlemcen (2<sup>ème</sup> Région militaire), des éléments de la Gendarmerie nationale ont appréhendé trois narcotrafiquants et saisi 533 kg de kif traité, alors que 20 300 unités de produits pyrotechniques ont été saisies à Sétif (5<sup>ème</sup> Région militaire), a-t-on ajouté. Par ailleurs, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, à Mostaganem et Tamanrasset, 124 immigrants clandestins de différentes nationalités.

Farid D.

Egypte

## 18 terroristes tués dans le Sinaï

L'armée égyptienne a annoncé jeudi la mort de 18 terroristes présumés lors de récentes opérations menées dans le Sinaï (est), où les forces de sécurité affrontent le groupe autoproclamé Etat islamique (EI/Daech).

L'Egypte a lancé en février une vaste campagne baptisée «Sinaï 2018» pour, dit-elle, «nettoyer» le pays et en particulier cette péninsule.

«Huit terroristes ont été éliminés dans les zones d'opérations dans le nord et le centre

du Sinaï», a déclaré l'armée dans un communiqué.

«Dix terroristes ont été éliminés durant une opération spéciale menée par la Sécurité nationale à al-Arich», chef-lieu du Nord-Sinaï, a-t-elle également annoncé.

D'autres «terroristes» ont, par ailleurs, été tués dans une frappe de l'armée de l'air contre un «repaire de terroristes» dans le sud du pays, a ajouté l'armée sans mentionner de chiffre.

Par ailleurs, un membre des forces de

ACTU...

France

## Deux avions se heurtent à l'aéroport Paris-Roissy

Deux avions de deux compagnies aériennes se sont heurtés mercredi à l'aéroport Paris-Roissy Charles de Gaulle, sans faire de victime, a rapporté la presse locale.

Un avion Delta Air Lines a percuté un appareil d'Air France à l'aéroport Paris-Roissy Charles de Gaulle, mais aucun passager n'a été blessé, indique *Le Parisien*.

D'après ce média, après avoir quitté son point de stationnement, l'appareil d'Air France, un Airbus A330-200 qui devait assurer un vol en direction de Saint-Martin, s'est arrêté lors de son déplacement vers la piste de décollage. Soudainement, un appareil de la compagnie Delta Air Lines est passé derrière lui. Une aile de ce dernier a touché la queue de l'avion Air France.

Le vol a donc été annulé et l'Airbus doit subir des réparations, précise *Le Parisien*. Une enquête a été ouverte par le bureau d'enquêtes et d'analyses (BEA), rapporte le même média.

Citée par *Le Parisien*, la compagnie Air France a indiqué que ses passagers avaient été débarqués et réenregistrés sur un vol qui partirait pour Saint-Martin jeudi.

F. D.

El Tarf

## Dérapiage d'un véhicule, deux morts

Deux personnes ont péri et une troisième a été grièvement blessée, dans la nuit de jeudi à vendredi à El Kala, dans la wilaya d'El Tarf, suite au dérapage d'un véhicule touristique, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile.

L'accident s'est produit sur la RN 44, reliant Annaba à El Kala à proximité de l'aire de repos, à l'entrée de la daïra d'El Kala, a-t-on indiqué, détaillant qu'une des victimes était décédée sur le coup.

Selon les mêmes services, la personne blessée, âgée de 27 ans, a été transférée au CHU Ibn Rochd de Annaba dans un état jugé «très critique», tandis que les dépouilles des deux autres victimes, âgées de 30 ans, ont été acheminées vers la morgue de l'établissement de santé d'El Kala. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes et circonstances exactes de ce drame, a-t-on signalé.

Bilal L.

K. Z.